



Le Président sénégalais remercie S.M le Roi

L'initiative solidaire africaine proposée par le Souverain fera prochainement l'objet d'une visioconférence entre les chefs d'Etat et de gouvernement

Page 2

www.libe.ma

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : Mohamed Benarbia

Prix: 4 DH

N°: 8990

Jeudi 16 Avril 2020

Positivons mais sans se cacher la face

Tout en gardant cependant nos bavettes



Page 3

Retour à l'heure GMT

A l'occasion du mois sacré de Ramadan, le Maroc va repasser à l'heure légale GMT le dimanche 19 avril à 03H00, annonce le ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration -département de la Réforme de l'administration.

Après le mois de Ramadan, l'heure légale du Royaume sera avancée de 60 minutes (GMT +1) le dimanche 31 mai 2020 à 02h00, selon la même source.

Le chef du gouvernement lance la chasse au gaspi

Rationaliser et orienter les ressources disponibles vers la gestion de la crise



Page 4

Khalid Ait Taleb : La situation

épidémiologique du Maroc est maîtrisée

Grand oral du ministre de la Santé devant la Chambre des conseillers sur l'évolution de la pandémie de coronavirus



Page 5

Younes Belfellah : Le Maroc s'appuie sur une bonne gestion de la crise du Coronavirus



Entretien

Page 8

Le Président sénégalais remercie S.M le Roi

L'initiative solidaire africaine proposée par le Souverain fera prochainement l'objet d'une visioconférence entre les chefs d'Etat et de gouvernement

Le Président sénégalais Macky Sall a remercié S.M le Roi Mohammed VI pour l'initiative du Souverain pour "une réponse solidaire et concertée" contre le Covid-19 et exprimé sa volonté d'œuvrer au succès de la démarche.

S.M le Roi a fait part au Président Macky Sall d'une initiative visant à réunir quelques pays amis, dont le Sénégal, pour apporter une réponse solidaire et concertée contre la pandémie, lit-on dans un communiqué de la présidence sénégalaise.

"Le Président a remercié Sa Majesté pour cette heureuse initiative et exprimé sa volonté d'œuvrer au succès de la démarche qui fera prochainement l'objet d'une visioconférence entre les chefs d'Etat et de gouvernement des pays concernés", indique la même source.

SM le Roi Mohammed VI a eu, lundi, des entretiens téléphoniques, respectivement, avec les Présidents sénégalais, Macky Sall, et ivoirien Alassane Dramane Ouattara, qui ont porté sur l'évolution alarmante de la pandémie du Covid-19 dans le continent africain.

Au cours de ces entretiens, le Souverain a proposé le lancement d'une initiative de chefs d'Etat africains visant à établir un cadre opérationnel afin d'accompagner les pays africains dans leurs différentes phases de gestion de la pandémie.

Il s'agit, selon un communiqué du Cabinet Royal, d'"une initiative pragmatique et orientée vers l'action, permettant un partage d'expériences et de bonnes pratiques, pour faire face à l'impact sanitaire, économique et social de la pandémie".



Ahmed Lahlimi : *L'Etat doit être un Etat stratège et un mobilisateur de ressources*

Le Maroc a réussi à faire face à la situation exceptionnelle née de la pandémie du nouveau coronavirus grâce aux initiatives lancées sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, a affirmé le Haut-commissaire au plan, Ahmed Lahlimi.

"L'Etat a réussi à faire face à cette situation exceptionnelle, à travers la mobilisation des ressources internes et le lancement d'initiatives sociales, sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, avec le soutien du gouvernement", a-t-il souligné dans un entretien à l'agence de presse espagnole « EFE ».

"Le Maroc a su répondre à cette crise avec suffisamment d'initiatives, de courage et d'anticipation, et la création d'un fonds de soutien économique et social, à travers la mobilisation de ressources internes, est extrêmement importante", a-t-il relevé, saluant l'adhésion de l'ensemble de la société marocaine à cette dynamique.

Relevant que la pandémie aura un impact certain sur les différents secteurs d'activité, avec un taux de croissance négatif pour l'année 2020, le Haut-commissaire au

plan a souligné que le Maroc devrait commencer à réfléchir à la phase post-crise et à planifier les futurs projets stratégiques qui doivent, selon lui, placer l'environnement et l'Homme au centre des préoccupations.

Le Maroc, a-t-il expliqué, ne peut pas échapper à la situation difficile à laquelle font face plusieurs pays de la région, notamment ceux de l'Union européenne, avec lesquels il développe 70% de ses échanges commerciaux.

Il a noté que « dans la phase post-crise, l'Etat doit être un moteur de développement, non pas un Etat providence, mais un Etat stratège et un mobilisateur de ressources. Je suis plutôt en faveur d'une économie planifiée, avec des plans ouverts sur l'avenir, et non pas d'une planification administrative à l'image de celle que nous avons connue dans les années 60", a-t-il recommandé.

Ahmed Lahlimi s'est dit également favorable au recours à l'endettement interne ou externe lorsque cela est nécessaire pour financer les investissements, et non pas les dépenses de fonctionnement, même si cela devrait faire augmenter le déficit public.

Mostafa Fares appelle à une mobilisation du corps judiciaire

Le président de la Cour de cassation, président-délégué du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, Mostafa Fares, a appelé à une gestion optimale de la période suivant la levée de l'état d'urgence sanitaire.

Dans une correspondance adressée aux premiers présidents des Cours d'appel et des Cours d'appel de commerce et aux présidents des Cours d'appel administratives, il a plaidé pour une préparation préalable à tous les défis, en mobilisant toutes les compétences et en déployant tous les moyens juridiques et administratifs, selon une approche participative, afin d'accomplir au mieux le devoir judiciaire et éviter tout retard ou accumulation dans la prestation des services.

Il a, dans ce sens, préconisé la préparation préalable des jugements et arrêts sur les dossiers en instance, afin de réduire les délais des sentences et rattraper le temps perdu, tout en se conformant aux garanties juridiques en vigueur, rappelant les Hautes directives Royales portant sur l'importance d'une

justice équitable, tranchant dans des délais raisonnables, garantissant les libertés et la sécurité judiciaire et instaurant la confiance.

Il a, également, affirmé qu'il accompagne toutes les propositions et initiatives du corps judiciaire pour mettre en œuvre ces exigences et surmonter ces contraintes en toute responsabilité, saluant les efforts importants, le travail responsable, l'esprit patriotique et la solidarité nationale dont les acteurs judiciaires ont fait preuve, notamment les magistrats "qui ont maintenu leur présence et accompli leur mission avec abnégation et loyauté".

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre des mesures stratégiques prises pour lutter contre les effets et les répercussions immédiats et futurs de la pandémie du nouveau coronavirus, à travers des mécanismes de gouvernance judiciaire, garantissant les conditions de santé et la sécurité à tous le personnel et usagers et veillant à la continuité du pouvoir judiciaire dans l'exercice de ses fonctions constitutionnelles et juridiques.

Positivons mais sans se cacher la face

Tout en gardant cependant nos bavettes

Pas loin du tout d'une autre barre symbolique, celle de 2000 cas confirmés, avec à la clé 127 décès à déplorer, si l'on doit s'en tenir aux chiffres annoncés ce 15 avril à 10 heures. Côté satisfaction, et ce n'est pas rien, il y aurait lieu de relever quelque 218 cas de guérison.

Et s'il s'agit de faire parler les chiffres tout en procédant par comparaison, il y a lieu de constater que l'on est fort heureusement, à ce niveau-ci, bien évidemment, loin d'être l'Italie, l'Espagne ou la France pour ne citer que ces trois pays.

Où, mais cela ne doit pas nous faire oublier par contre que l'on a l'un des taux de décès les plus inquiétants. Il a longtemps été situé à +7%, avant de descendre, tout récemment, à 6,8%. Ce qui n'est pas pour autant sans nous alarmer, sachant qu'il est légitime de regarder vers les pays où ce taux varie entre 0,2 et 1%. Il ne faut cependant pas sous-estimer les incommensurables efforts consentis par le personnel de santé, sachant que le plus beau toubib ne peut donner que ce qu'il a.

Il faut également donner toute l'importance à l'action des différentes autorités qui veillent au grain pour mettre en application

toutes ces mesures prises à juste titre, et à temps surtout, par l'appareil étatique et évaluer comme il se doit les initiatives citoyennes qui ont suivi et qui se poursuivent.

Au fait, où en serait-on aujourd'hui, sans la fermeture des écoles et universités ? Ou sans ce confinement qui aurait été assurément plus salvateur sans des dépassements inconséquents et autres agissements irresponsables ?

Au point où nous en sommes, il serait prématuré de parler de déconfinement. Surtout que ça a l'air de repartir en Chine. Le risque est là. Le danger est omniprésent.

Et même un tour de vis supplémentaire ne serait pas de trop : le salut est au bout du chemin.

Tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que l'après Covid-19 ne ressemblera sûrement pas à l'avant Covid-19.

L'après, c'est pour bientôt. L'Etat aura retenu la leçon après ce test grandeur nature aux conséquences marquantes.

Plus question de se laisser prendre au dépourvu. Un vif souhait du moins qui se rapporte au citoyen aussi. Que cet élan de solidarité qui s'est fait jour en pleine crise se poursuive encore et encore.

M.A



Quand les attractions de Tanger se retrouvent désertées

Qui aurait cru qu'un jour les visiteurs déserteraient les monuments historiques, les ruelles et l'ancienne médina de Tanger, que le silence submergerait les grottes d'Hercule, que le parc de Perdicaris-Rmilat deviendrait une vaste forêt dépeuplée, que "Souk Dakhel" et "Souk Bara", habituellement très animés, se retrouveraient face à un vide retentissant, et que les fameuses balades sur le boulevard Mohammed VI (corniche) ne deviendraient qu'un lointain souvenir ? Les habitants et les visiteurs de Tanger avaient pris pour habitude de passer leurs week-ends printaniers dans nombre de forêts, de parcs et de monuments historiques de la ville. Un loisir devenu impossible en ces temps de pandémie, où le nouveau coronavirus oblige au confinement et au respect de la distanciation sociale au sein d'une société connue pour son amour des espaces verts et des sorties.

Près des grottes d'Hercule, le parking généralement bondé est complètement désert, laissant un vide dans ce monument historique creusé par les vagues de l'Atlantique, qui a l'habitude d'attirer les visiteurs venus découvrir les secrets enfouis des mythologies grecque et phénicienne, ainsi que les récits et contes locaux au sujet de ces grottes mystérieuses.

Comme l'explique Omar, gardien de la grotte des arts, qui fait partie des grottes d'Hercule, avant cette pandémie, ce lieu était très prisé par les touristes marocains et étrangers, sauf que la situation actuelle ne permet plus aux gens de venir visiter ce monument.

Les cafés et restaurants à proximité des grottes d'Hercule ont tous fermé et un silence presque effrayant pèse sur le lieu, où seul retentit le son des vagues, se désolant le sexagénaire en ajustant son chapeau, espérant que cette pandémie passera rapidement.

Sur le chemin du retour vers le centre ville, une image saisissante attire l'attention: des snacks fermés et un vide total tout au long des plages de "Ba Kacem", "Sol" et "Sidi Bouhandi", jusqu'au Cap Spartel où se rejoignent les eaux de la Méditerranée et celles de l'Océan Atlantique.

C'est également le cas pour la forêt de Rmilat (parc de Perdicaris), où les familles organisaient des pique-niques, tandis que les amateurs du sport s'y rendaient pour s'exercer en plein air. Aujourd'hui, seuls des éléments de la sûreté nationale sillonnent ces endroits, pour garantir la sécurité des personnes et des biens. Toutefois, il est évident que cette période de confinement offre un répit aux espaces naturels, où un calme serein règne depuis le début de l'état d'urgence sanitaire.

En plein centre ville de Tanger, les canons décoratifs de "Souk Al Maâgazine" (Mur des paresseux), autrefois endroit privilégié des personnes voulant contempler le port de la ville ou encore le détroit de Gibraltar, ainsi que les touristes voulant visiter ce lieu emblématique de Tanger, ont été complètement abandonnés.

Du côté de la rue de la liberté et la place du 9 avril, cœur battant et entrée de l'ancienne médina de Tanger, un silence assourdissant s'installe chaque soir, après la fermeture des magasins, et seuls quelques éléments de la sûreté nationale y apparaissent pour s'assurer du respect des mesures de l'état d'urgence sanitaire.

Le même silence retentit dans la corniche de la ville et Tanja Marina Bay, le port de plaisance dans lequel les bateaux demeurent nichés en attendant des jours meilleurs, sans pandémie et sans confinement, des jours qui rendront possible le simple plaisir de sortir redécouvrir la nature et les fameux monuments de Tanger.

Le conseil de la région Dakhla-Oued Eddahab poursuit l'opération de désinfection

Le conseil de la région Dakhla-Oued Eddahab multiplie les opérations de désinfection des différents sites dans le cadre des mesures préventives visant à endiguer la propagation du Covid-19.

A cet égard, le Conseil régional a pris une série de mesures portant sur la désinfection et la stérilisation des principales artères de la ville et ses environs, notamment la population logée dans des tentes au point kilométrique 40 au nord de la ville.

Le Conseil a également mis à la disposition des habitants des citernes pour s'approvisionner en eau potable, tout en mobilisant un ensemble de camions de désinfection, le but étant d'appuyer les mesures préventives pour lutter contre le virus et limiter sa propagation.

Au niveau de la province d'Aousserd, le Conseil de la région a mené, en étroite coordination avec les autorités locales, une large opération de désinfection qui cible les différents services publics du centre d'Aousserd.

De même, il a distribué des kits alimentaires de première nécessité, en vue d'alléger les répercussions sociales de cette pandémie sur les familles nécessiteuses au niveau de la province d'Aousserd.

Ces initiatives humaines et solidaires illustrent la mobilisation du Conseil régional dans le travail de lutte contre le nouveau coronavirus et ce, dans le cadre de la mobilisation générale et de l'élan de solidarité initié par S.M le Roi Mohammed VI.

Le Conseil de la région Dakhla-Oued Eddahab avait également décidé d'allouer un montant de 15 millions de DH pour financer l'achat de 25.000 paniers de denrées alimentaires de première nécessité au profit de personnes démunies et vulnérables, dans le cadre des mesures prises en vue de faire face à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

Le chef du gouvernement lance la chasse au gaspi

Rationaliser et orienter les ressources disponibles vers la gestion de la crise



Le chef du gouvernement, Saâd Dine El Otmani, a appelé à une gestion optimale des obligations des dépenses de l'Etat et des institutions publiques au cours de la période de l'état d'urgence sanitaire.

"A la lumière du contexte économique mondial et national affecté par les répercussions négatives de la pandémie du Covid-19 et les impératifs de la nécessité de prendre des mesures rapides et urgentes pour réduire les effets de cette crise sur notre économie nationale, le Conseil de gouvernement a examiné, lors de sa réunion du lundi 6 avril 2020, les mesures urgentes à prendre pour assurer la gestion optimale des obligations des dépenses, pendant la période d'urgence sanitaire, pour l'Etat et pour les institu-

tions publiques", a-t-il rappelé dans une circulaire adressée aux ministres, ministres délégués, Hauts-commissaires et au Commissaire général.

Cette réunion, souligne la circulaire, a conclu à "la nécessité d'impliquer tous les secteurs ministériels et institutions publiques sous la tutelle de l'Etat, dans la rationalisation des dépenses et dans l'orientation des ressources disponibles vers les priorités imposées par la gestion de la crise liée à cette pandémie aux niveaux sanitaire, sécuritaire, social et économique pour la mise en œuvre des Hautes directives Royales.

Cela sera mis en œuvre à travers une décision conjointe entre le ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration et le ministère

concerné, souligne Saâd Dine El Otmani, ajoutant que cette décision comprend les dépenses prioritaires au niveau du budget général, les budgets des établissements publics gérés de manière autonome et les comptes spéciaux du Trésor et des institutions publiques, lesquelles le département ministériel sera appelé à honorer au cours de cette période exceptionnelle qui s'étend jusqu'à fin juin 2020.

Il s'agit notamment des dépenses nécessaires de gestion ou d'exploitation, en particulier celles des fonctionnaires, des employés et agents, des dépenses liées aux charges de l'eau, de l'électricité et de communication, aux frais de location, aux bourses d'études et les dépenses pour les services essentiels tels que le nettoyage, le gardiennage et la maintenance, ainsi que celles liées aux droits d'utilisation et de protection des logiciels d'information. Il s'agit également des dépenses d'investissement ou d'approvisionnement liées principalement à des projets financés par des partenaires financiers internationaux, ou des projets qui seront réalisés par des entreprises nationales, utilisant exclusivement des matériaux produits au Maroc, des dépenses pour la gestion de la pandémie de coronavirus, du fonds de cohésion sociale et de la solidarité familiale et de lutte contre la sécheresse, selon la même source.

La circulaire note qu'en contrepartie, il est impératif de réduire ou d'annuler les dépenses inutiles au cours de cette période, en particulier celles liées au transport, à la mobilité, à la gestion du parc automobile, à la location et à l'améuble-

ment et l'aménagement des locaux et à l'organisation des conférences et colloques.

Ces mesures, poursuit la circulaire, ne seront pas appliquées aux secteurs de la santé et de la sécurité, y compris le ministère de l'Intérieur et ses services sécuritaires, ainsi que l'Administration de la Défense nationale.

Dans le but d'élaborer ces décisions communes dans les plus brefs délais, le chef du gouvernement a appelé les ministres, les ministres délégués, les hauts commissaires et le commissaire général à "donner leurs instructions aux services et aux institutions publiques sous leur tutelle, pour accélérer la mise en place de la liste des dépenses citées, sur la base desquelles des réunions seront tenues avec les départements ministériels concernés, au niveau de la direction du budget au ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, selon l'emploi du temps joint à cette circulaire.

A cet égard, le chef du gouvernement a insisté sur l'importance de redoubler d'efforts pour une meilleure application de ces mesures, afin "de pouvoir gérer cette crise avec l'efficacité et l'efficience requises et limiter ses effets négatifs sur les citoyens et sur l'économie nationale.

Il a également invité à honorer les engagements financiers vis à vis des entreprises et d'accélérer le paiement, notamment pour les TPE et les PME, pour qu'elles puissent honorer leurs engagements financiers, préserver les postes d'emploi et atténuer les répercussions sociales de cette crise.

Trois jours prélevés sur les salaires des fonctionnaires et des employés des établissements publics en un trimestre

Le chef de gouvernement, Saâd Dine El Otmani, a annoncé, mardi, qu'il a été décidé que les fonctionnaires et les agents de l'Etat et des collectivités territoriales, ainsi que les employés des établissements publics contribueront au profit du Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus (Covid-19), à hauteur de trois jours de salaire étalés sur trois mois, soit le salaire d'une journée de travail prélevée des mois d'avril, mai et juin.

"Compte-tenu des circonstances exceptionnelles que traverse le pays et des conséquences sanitaire, économique et sociale de la pandémie de Coronavirus, il a été décidé de la création du Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus (Covid-19), mis en place sur Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, reflétant ainsi l'esprit de solidarité manifesté par les Marocains à de nombreuses occasions", rappelle

le chef du gouvernement dans une circulaire adressée aux ministres, aux ministres délégués, aux Hauts-commissaires et au Commissaire général.

C'est dans ce sens, poursuit la circulaire, qu'il a été décidé de la contribution des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des collectivités territoriales, ainsi que des employés des établissements publics, à ce Fonds, à hauteur de trois jours de salaire répartis sur trois mois, soit le salaire d'une journée de travail prélevé des mois d'avril, de mai et de juin, retenu du salaire net après déduction de l'impôt sur le revenu et des prélèvements relatifs aux cotisations de retraite et de mutuelle.

Cette décision, poursuit-on, vient également en application de l'article 40 de la Constitution, en vertu duquel "tous supportent solidairement et proportionnellement à leurs moyens, les charges que requiert le développement du pays et celles résultant des calamités et des catastrophes naturelles",



et conformément aux dispositions de la loi 2.20.292 relative à l'état d'urgence sanitaire et aux procédures de sa déclaration, notamment son article 5, et en réponse à la volonté des syndicats les plus représentatifs de se mobiliser et de s'engager dans la dynamique de soutien et de solidarité.

Saâd Dine El Otmani a salué, en ce sens, le patriotisme des

fonctionnaires et employés des différents établissements publics, administrations publiques et collectivités territoriales, faisant part de son estime à l'égard de leur adhésion systématique aux divers élans de solidarité initiés, venus refléter les valeurs de solidarité, de coopération et de soutien qui ont toujours caractérisé les Marocains, essentiellement dans les

moments de détresse.

Il a, par ailleurs, invité les ministres, les ministres délégués, les Hauts-commissaires et le Commissaire général à donner leurs instructions aux services qui relèvent de leurs instances et aux institutions publiques sous leur tutelle, afin de mettre en œuvre cette opération dans les meilleures conditions.

Khalid Ait Taleb : *La situation épidémiologique du Maroc est maîtrisée*

Grand oral du ministre de la Santé devant la Chambre des conseillers sur l'évolution de la pandémie du coronavirus



La situation épidémiologique au Maroc est maîtrisée pour le moment, puisque le Royaume est toujours dans la deuxième étape de la propagation du coronavirus, grâce aux efforts consentis par les pouvoirs publics pour endiguer cette pandémie, a souligné, mardi à Rabat, le ministre de la

Santé, Khalid Ait Taleb.

En réponse à une question centrale sur l'évolution de la pandémie du coronavirus, à la Chambre des conseillers, il a indiqué que les mesures prises, sur Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI, ont permis au Maroc d'éviter 6.000 décès, selon les études.

Il a fait observer que le système national de veille et de surveillance épidémiologiques suit toutes les nouveautés et informations liées à ce virus, notant que le Maroc était l'un des premiers pays à se préparer à faire face à cette pandémie.

Il a, également, affirmé qu'après la proclamation de l'état d'urgence sanitaire et la fermeture des frontières, le Royaume a connu une transition épidémiologique du virus, précisant que les cas d'infection locaux sont désormais majoritaires.

Le ministre a, par ailleurs, évoqué les différentes étapes de la propagation du Covid-19 au Maroc, soulignant que les grandes agglomérations urbaines concentrent l'essentiel des cas confirmés, notamment les régions de Casablanca-Settat, Marrakech-Safi, Fès-Meknès et Rabat-Salé-Kénitra.

Il a également affirmé que la source de décision unique et la proactivité constituent les principales caractéristiques de l'expérience marocaine en matière de lutte contre la propagation du coronavirus, précisant que ce qui a caractérisé l'expérience du Royaume en matière de lutte contre la propagation du Covid-19 est, notamment,

la source de décision unique, incarnée par le Souverain donnant la priorité à la sécurité sanitaire des citoyens.

Le ministre a noté que toutes les mesures proactives prises par les pouvoirs publics sont mises en œuvre sous la supervision de S.M le Roi et que l'ensemble des décisions prises par le gouvernement, après le premier cas d'infection enregistré au Maroc, ont été saluées par plusieurs pays, faisant observer que l'instauration de l'état d'urgence sanitaire, l'appui au secteur de la santé et au domaine du social et le port des masques de protection ont permis au Maroc d'éviter le pire.

L'expérience marocaine s'est également caractérisée, selon Khalid Ait Taleb, par la crédibilité, puisque l'ensemble des pouvoirs publics sont restés en contact permanent avec les citoyens, afin de suivre la situation épidémiologique de manière méticuleuse et transparente.

"Le Royaume a connu une forte mobilisation, compte tenu du niveau d'implication important de toutes les forces de la société dans la mise en œuvre des mesures proactives pour lutter contre la pandémie du coronavirus, avec beaucoup de responsabilité", a-t-il affirmé.

Le Parlacen se félicite de la création du Fonds spécial du Covid-19

Le Parlement centraméricain (Parlacen) a salué les mesures prises par le Maroc pour enrayer la pandémie du nouveau coronavirus, mettant l'accent sur les valeurs de solidarité dont fait preuve le peuple marocain. La présidente de l'institution parlementaire régionale, Nadia De Leon Torres s'est félicitée, à cet égard, de la création sur Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Covid-19, afin d'assurer le financement des mesures de prévention et de lutte contre le Coronavirus et ses effets.

Elle a souligné que la mise en place de ce fonds a permis au Royaume de mobiliser les ressources nécessaires pour contrecarrer cette crise sanitaire.

La création de ce fonds est une fierté pour le Maroc, membre observateur au Parlement centraméricain, a-t-elle en outre indiqué dans un document transmis à la MAP par l'ambassade du Royaume au Guatemala.

Créé en 1991 et basé à Guatemala City, capitale du Guatemala, le Parlement centraméricain est un forum régional visant à favoriser l'intégration des pays d'Amérique centrale. Il comprend six Etats-membres ; à savoir le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et la République Dominicaine ainsi que nombre de pays observateurs.

Le FOPREL loue les mesures initiées par S.M le Roi

Le secrétariat permanent du Forum des présidents des pouvoirs législatifs d'Amérique Centrale et des Caraïbes (FOPREL) a salué les mesures courageuses, pragmatiques et sans précédent prises par S.M le Roi Mohammed VI, pour faire face aux répercussions du coronavirus, en particulier la création du Fonds spécial pour la gestion de cette pandémie.

Dans un message adressé au président de la Chambre des conseillers, le secrétariat permanent du FOPREL a souligné que cette initiative sera une référence mondiale, qui contribuera de manière significative à garantir des mesures pour prévenir et endiguer la propagation du Covid-19 et ses effets négatifs, ainsi qu'à réduire ses retombées sur le plan social et économique, exprimant dans ce sens sa fierté quant aux valeurs de solidarité manifestées par le Royaume du Maroc.

Les composantes du FOPREL ont, également, salué le rôle important que joue la Chambre des conseillers, dans le cadre des mesures



prises par le Royaume du Maroc pour lutter contre cette crise sanitaire et ses diverses répercussions, notamment en termes d'adoption des textes législatifs et d'évaluation des politiques publiques, en coordination avec les autres institutions et départements clés.

Soulignant qu'un plan d'action régional à court, moyen et long termes pour les futures crises épidémiologiques est en cours d'élaboration, le secrétariat permanent du FOPREL a appelé le président de la Chambre

des conseillers, en tant que membre du forum, à être partenaire dans ce projet, réitérant sa solidarité et sa volonté de soutenir le peuple et le gouvernement du Royaume du Maroc dans toutes leurs initiatives à caractère régional ou international.

Le Foprel, que le Maroc a rejoint en tant que membre observateur en 2014, est composé des présidents des Parlements du Guatemala, Belize, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, République dominicaine, Mexique et Porto Rico.

La communauté juive du Maroc endeuillée par le coronavirus



La communauté juive du Maroc est particulièrement endeuillée par l'épidémie du nouveau coronavirus, avec 12 décès consécutifs à la célébration d'un mariage et d'une fête religieuse en mars, soit 10% du total des morts dus à la maladie officiellement enregistrés dans le Royaume.

Durant la première quinzaine de mars, quelques jours avant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire et le confinement obligatoire, des membres de la communauté "se sont retrouvés à un mariage à Agadir (sud-ouest), avec des invités venus de l'étranger", dit à l'AFP Serge Berdugo, se-

crétaire général du Conseil de la communauté israélite du Maroc (CCIM).

"Quelques jours après ils se sont retrouvés à la fête de Pourim à Casablanca (ouest), et ça a été un drame", a-t-il confié tout en précisant que "plusieurs dizaines de personnes contaminées sont

en voie de guérison".

Parmi les 12 morts, tous issus de la communauté juive marocaine, figurent un rabbin, Shalom Edelman, 83 ans, ainsi que trois proches du chef du Parti travailliste israélien, Amir Peretz.

"La distance imposée par la pandémie de coronavirus a empêché" leurs proches de "les honorer lors de leurs funérailles", a écrit sur sa page Facebook Amir Peretz, lui-même né dans le Royaume.

Présente depuis l'Antiquité, la communauté juive marocaine a crû au cours des siècles, avec notamment l'arrivée de ceux que les rois catholiques avaient expulsés d'Espagne à partir de 1492.

Dans les années 1940, ils étaient environ 250.000, soit 10% de la population. Mais beaucoup sont partis après la fondation d'Israël en 1948. Aujourd'hui la communauté juive marocaine compte entre 2.500 et 3.000 personnes et reste la plus importante d'Afrique du Nord.

Les autorités marocaines mettent souvent en exergue cet héritage judéo-marocain, avec différents programmes de réhabilitation de cimetières, de synagogues et de quartiers historiques juifs.

Si ce pays de 35 millions d'habitants n'entretient officiellement aucune relation avec Israël, des milliers de juifs d'origine marocaine viennent chaque année retrouver la terre de leurs ancêtres ou célébrer des fêtes religieuses.

240 soignants en première ligne pour lutter contre la pandémie à Témara

Ils travaillent dans le Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Skhirat-Témara, Sidi Lahcen. Ils sont médecins spécialistes, généralistes, infirmiers, ambulanciers, urgentistes ou réanimateurs : 240 soignants en première ligne face à la pandémie de Covid-19, la peur au ventre mais déterminés à combattre jusqu'au bout pour sauver des vies.

Alors que la population est appelée à rester chez elle et à se conformer aux mesures de confinement, eux ne le peuvent pas, ils sont au front. Les membres du personnel soignant sont au cœur du combat et continuent de lutter patiemment contre l'épidémie. "Le plus révoltant c'est de voir de nombreuses personnes se précipiter dans nos services pour des symptômes bénins.

Souvent, ils ne portent pas de masques. Et avec nos moyens limités, nous avons peur qu'on ne puisse pas venir à bout de l'épidémie", a confié à la MAP Dr Naima Derfoufi Setti, responsable de l'Unité de veille sanitaire et de sécurité environnementale relevant

de la délégation de la Santé de Témara-Skhirat. Si pour cette femme médecin, le devoir est sacré, elle doit aussi à l'instar de ses collègues gérer le stress et les inquiétudes qui les habitent à chaque instant quand ils sont au sein de l'établissement hospitalier.

"Nous sommes pour la plupart des mères et des pères de famille. Naturellement, la situation nous stresse autant que le reste de la population. Mais depuis le début de cette épidémie, mon équipe ne s'est jamais souciee de tomber malade du Covid-19 ou autre. Chaque jour, nous prions Dieu pour qu'on soit en bonne santé afin d'affronter la crise", a-t-elle dit.

En sa qualité de responsable de l'équipe d'intervention rapide de la préfecture médicale de Skhirat-Témara, Dr Naima Derfoufi Setti livre son quotidien loin de ses deux enfants, de son mari et de toute sa famille. Elle commence par lister tous les patients suspects puis rassembler toute son équipe constituée de 18 intervenants dont des enquêteurs, des épidémiolo-

gistes, des préleveurs, des techniciens d'hygiène et des ambulanciers au niveau du Centre hospitalier Sidi Lahcen.

"Une fois qu'on commence notre journée, on ne sait plus quand est ce qu'elle se terminera. Des fois jusqu'au petit matin. Il nous arrive souvent de rester à jeûne, tellement on est submergé par le travail", a-t-elle ajouté, relevant que "depuis le début de l'épidémie, on n'a plus la notion du temps. On ne sait plus quel jour on est, ni quelle heure. Tous les jours se ressemblent".

"L'épuisement est là, des fois un peu d'énervement et cela nous arrive de déprimer", a révélé Dr Derfoufi Setti, qui note toutefois que "notre souci majeur est de dépister le plus tôt possible les cas de Covid-19, rassurer les patients sur leur état de santé et reconforter leurs proches".

Pour ce médecin, "chaque décès déclaré à cause de la maladie nous touche énormément. On aurait bien aimé qu'il n'y ait aucun décès, mais on n'y peut rien". Elle a également mis en avant les ef-

forts de son équipe et de tout le personnel de l'hôpital pour prodiguer les soins nécessaires aux malades et augmenter leur chance de survie.

Évoquant les conditions de travail à l'hôpital, elle a reconnu qu'il y a un certain manque de moyens matériels. "L'hôpital de Témara ne peut pas répondre à tous les besoins, particulièrement en temps d'urgence sanitaire", a-t-elle affirmé, ajoutant que les professionnels de la santé font face à certains problèmes qui entravent la réussite de leur intervention de riposte contre le Covid-19.

"En dépit de cela, j'ai la chance de travailler avec des gens formidables. Leur seul souci est de venir à bout de l'épidémie, de servir leur pays et permettre aux Marocains de revenir à leur vie normale avec le moins de dégâts", a-t-elle assuré.

Cette mère de famille a aussi expliqué que "c'est dur d'être loin de sa famille et de ceux qu'on aime. Cela l'est davantage quand on ne sait pas ce qu'adviendra de nous demain, car nous sommes en première ligne et nous faisons tous

face à une menace invisible qui nous ronge beaucoup plus psychologiquement que physiquement".

"Cela fait un bon moment que je n'ai pas vu mes enfants, ma mère, mes frères et sœurs. Mon mari, aussi je le vois rarement", a-t-elle dit les larmes aux yeux. Elle a exprimé le souhait de pouvoir être prochainement à leurs côtés pour les aider à surmonter l'épreuve du confinement et de sortir de cette crise rapidement.

"Nous ne les voyons plus depuis le début de l'épidémie. Nous avons peur face aux risques de contamination. Nous aimerions les serrer dans nos bras, mais le fait que ce soit pour une bonne cause, cela nous aide à surmonter nos chagrins", a-t-elle fait observer.

Sur le même registre, Nouredine El Labib, un infirmier polyvalent au CHP, qui a rejoint l'équipe de vigilance il y a trois semaines et qui réside actuellement à l'hôtel dédié aux cadres médical et infirmier, n'a pas caché à quel point une telle situation l'impacte lui et sa famille.

Maroc et Chine, la main dans la main pour lutter contre le Covid-19



Le Maroc et la Chine coopèrent étroitement en matière de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a affirmé l'ambassadeur du Maroc en République populaire de Chine, Aziz Mekouar.

S'exprimant lors d'une rencontre diffusée mardi sur la chaîne de télévision "China-Arab TV", il a fait savoir que des vidéoconférences ont été organisées entre des médecins et des professionnels du secteur de la santé en Chine et leurs homologues marocains pour partager l'expérience chinoise dans la lutte contre le Covid-19 et communiquer autour des mesures déployées pour contrer la propagation de l'épidémie virale.

Le diplomate marocain a, de même, précisé que les échanges se poursuivent toujours entre les deux parties concernant l'étude de l'évolution de la situation épidémique.

Dans le cadre des efforts de mobilisation nationale entrepris par le Royaume pour contenir la propagation du Covid-19 et en application des Hautes instructions de SM le Roi Mo-

hammed VI, l'ambassade du Maroc à Pékin, en coordination avec diverses autorités compétentes au Maroc comme en Chine, s'est mobilisée pour l'acquisition du matériel et des appareils médicaux auprès de la République populaire de Chine, a souligné Aziz Mekouar, notant que jusqu'à présent d'importantes cargaisons de matériels médicaux ont été envoyées au Maroc via quatre vols aériens.

Depuis le début de l'épidémie en Chine, l'ambassade du Maroc à Pékin a mis en place une cellule de crise au profit des membres de la communauté marocaine établie en Chine, a-t-il rappelé, ajoutant qu'une batterie de mesures a été prise pour accélérer le processus d'évacuation, vers le Royaume, des Marocains qui résidaient à Wuhan et dans la province de Hubei, en application des Hautes instructions Royales.

L'ambassadeur du Maroc à Pékin n'a pas manqué de mettre l'accent sur l'importance de l'expérience chinoise dans la lutte contre l'épidémie virale, mettant en exergue les actions entreprises par les autorités du pays en matière notamment d'isolement sanitaire et de distanciation

sociale qui ont montré leur efficacité. Les citoyens chinois se sont conformés aux mesures entreprises par les autorités en vue de préserver la santé publique, a-t-il poursuivi.

Le responsable marocain a rappelé qu'il y a deux semaines, les rues de Pékin, qui compte pas moins de 20 millions d'habitants, étaient désertes et ses commerces fermés, avant que la situation ne revienne à la normale, tout en continuant à appliquer les mesures de prévention sanitaire, à savoir la prise de température à l'entrée des centres commerciaux et le respect de la distanciation sociale.

Il a également salué le civisme des habitants de la capitale chinoise, soucieux de respecter les mesures préventives qui ont fait leurs preuves en ce sens que le bilan des infections enregistrées à Pékin n'a pas dépassé les 500 cas. Et de conclure que le personnel de l'ambassade continue, durant cette période de confinement, d'assurer un suivi permanent de la situation de la communauté marocaine installée en Chine, tout en se conformant de manière stricte aux mesures de prévention en vigueur.

Brèves

Errachidia

Un total de 4.530 cours numériques pour l'enseignement à distance ont été produits par la Délégation provinciale de l'Education nationale à Errachidia, suite à la suspension des cours présentiels, dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19).

Ces cours ont été diffusés sur les réseaux sociaux dans le cadre de l'interaction permanente avec les élèves, indique la Délégation provinciale, soulignant que 142 ressources numériques ont été produites et validées par le ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

La même source relève que la production de ces vidéos et ressources numériques intervient dans le cadre des mesures préventives visant à endiguer la propagation du nouveau Coronavirus, à protéger la santé des élèves et à les accompagner à travers l'enseignement à distance.

Benguérir

La société civile de Benguérir a adhéré à une vaste campagne pour l'organisation de l'opération de retrait du soutien financier réservé aux salariés et employés indépendants touchés par la pandémie du nouveau coronavirus.

Ainsi, l'Association "Al Moubadara" pour la gestion des centres de proximité relevant de la commune de Benguérir a intensifié, en coordination avec les autorités locales, la présence de ses membres devant les agences de transfert d'argent et celles dédiées aux micro-crédits pour veiller à l'organisation de l'opération de retrait du soutien financier et à la sensibilisation quant à l'impératif d'éviter les rassemblements.

Cette initiative, qui a suscité un écho favorable auprès de la population, a permis aussi aux bénévoles d'assister les personnes qui trouvent des difficultés à accéder au portail pour remplir le formulaire dédié à cet effet.

Marrakech

A l'initiative de l'Association "Mekkil", qui soutient actuellement les populations du monde rural en offrant des paniers alimentaires aux familles les plus démunies, des élèves vont bénéficier de recharges téléphoniques (1 recharge téléphonique = 100 DH/élève/ mois) afin de pouvoir suivre leurs cours en ligne. Cette action ambitieuse de soutenir l'assiduité scolaire et de contribuer à la lutte contre l'abandon scolaire en milieu rural, indique un communiqué de l'association, précisant que la première opération se déroulera au profit des élèves du douar Sraghna à Tassoultan, en collaboration avec l'Association Fath.

Selon l'association, il était indispensable de prendre les mesures nécessaires afin de permettre à ces jeunes en herbe de poursuivre leur scolarité, surtout qu'ils sont confinés chez eux, dans des zones qui ne bénéficient d'autre moyen d'accès à l'Internet que par le biais du téléphone.

Seront prioritaires dans le cadre de cette opération, les enfants scolarisés ayant des examens à passer, soit les niveaux de la 6ème année du primaire et ceux des collèges et lycées, a précisé la même source.

Younes Belfellah : *Le Maroc s'appuie sur une bonne gestion de la crise du Coronavirus*

Entretien

Younes Belfellah est enseignant-chercheur à l'Université de Paris-Est Créteil (Paris 12), fondateur et directeur de MEDFOCUS, think tank spécialisé en géopolitique en Méditerranée. Consultant en économie-politique et relations internationales, il a publié des ouvrages sur la gouvernance, la performance et la gestion des risques. Il est également chroniqueur et éditorialiste pour plusieurs médias francophones, arabophones et anglophones. Dans cet entretien, il nous livre ses impressions.



Quel est selon vous l'impact de la crise sur les économies émergentes comme celle du Maroc qui a beaucoup investi en Afrique ?

Certainement, il y a un coût très élevé pour les économies émergentes en termes de croissance économique, de création d'emplois et d'investissement. En revanche, la crise peut présenter des opportunités pour réformer le secteur de la santé et améliorer les services publics. Là dessus, je crois que le Maroc s'appuie sur une bonne gestion de la crise du Coronavirus qui est une épreuve d'efficacité pour les autorités publiques. Dans ce sens, je crois que le Maroc va consolider davantage ses relations africaines et sa stratégie d'investissement porteuse de progrès et de développement.

Pensez-vous que cette crise est l'occasion de réaliser une transition dans l'économie mondiale ?

Suite au sommet du G20 tenu en visioconférence sous la présidence de l'Arabie Saoudite, les grandes puissances ont décidé de soutenir l'économie mondiale via 5000 milliards de dollars afin d'atténuer les effets du coronavirus. Selon Bloomberg, les pertes des marchés financiers sont énormes, la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) prévoit des dégâts directs dépassant 1000 milliards de dollars, dont 250 milliards dans le secteur aérien.

La crise du coronavirus survient dans un contexte très compliqué, marqué par une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, le Brexit et la montée en puissance des manifes-

tations sociales dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud. On est face à une conjoncture économique difficile qui va engendrer une austérité dans les dépenses publiques et un protectionnisme commercial. Les banques ont un rôle prépondérant à jouer pour injecter des fonds et garder la solvabilité des entreprises. De même, l'Etat doit renforcer davantage le secteur public et assumer ses devoirs de stratège, investisseur, contrôleur et régulateur pour faire face à la hausse de la pauvreté et du chômage.

Pouvez-vous estimer les dégâts de la crise du coronavirus sur l'économie mondiale ?

Certainement, on passe par un moment historique de transition économique. Le monde a connu un changement passant d'un paradigme économique basé sur l'agriculture comme secteur principal au paradigme industriel qui a développé les modes de production et la loi du travail. Par la suite, on est arrivé à un paradigme fondé sur la technologie, qui incarne une révolution numérique par le biais de l'internet et l'innovation des systèmes d'information. Actuellement, on converge vers un nouveau paradigme économique qui combine les connaissances, les valeurs et l'environnement.

Est-ce que les institutions économiques créées au 20ème siècle peuvent faire face à cette crise ?

Ce changement va créer une crise de confiance entre les différents acteurs économiques. De même, la réforme des organisations internationales devient une nécessité inéluctable. Ces institutions datent du

20^{ème} siècle et n'arrivent plus à comprendre la nouvelle génération des problématiques économiques. Plusieurs critiques évoquent la mondialisation et le capitalisme dans cette conjoncture du coronavirus. Dans le néolibéralisme, il y a des gagnants et des perdants et pour gagner, les Etats doivent surmonter les limites de la mondialisation à travers la gestion rationnelle des ressources et l'amélioration des mécanismes du commerce international.

Dans ce contexte, l'économie du 21^{ème} siècle doit contrecarrer la pauvreté, les inégalités sociales et le chômage surtout avec le boom démographique. La population mondiale va progresser de 7,7 milliards en 2050 pour atteindre 11 milliards à la fin de siècle. Cela implique plus d'investissement dans la sécurité, l'enseignement et les infrastructures médicales et sanitaires. Les économistes signalent également des défis à prendre en considération pour les prochaines décennies : l'immigration, les changements climatiques, les biotechnologies, l'intelligence artificielle, la recherche spatiale et la géopolitique du gaz.

Est-ce qu'un nouvel acteur économique et politique va émerger après cette crise ?

Ces profondes mutations soulèvent des questionnements sur les puissances économiques. La Chine confirme ses capacités économiques et son influence étrangère surtout avec des aides médicales envoyées pendant cette crise du coronavirus à plusieurs pays, notamment européens. La Chine détient plus de 15% de

l'économie mondiale et s'impose comme le principal investisseur dans le monde. En Afrique, les investissements de la Chine dépassent 170 milliards de dollars avec des échanges commerciaux avoisinant les 450 milliards de dollars. De plus, Pékin dispose du grand projet de la route de la soie qui vise le contrôle du commerce international en passant par plus de 60 pays. L'ambition chinoise est toutefois freinée par la domination du dollar américain comme déterminant économique mondial et par son incapacité à concrétiser des alliances économiques avec des puissances asiatiques comme l'Inde, le Japon et la Corée du Sud.

L'Europe est-elle le grand perdant suite à cette crise ?

Face aux enjeux chinois, les Etats-Unis se désengagent des affaires internationales et se focalisent davantage sur des intérêts militaires et financiers. La crise du coronavirus agit comme un catalyseur de la rivalité sino-américaine, l'Europe se retrouve réduite au mieux à un rôle de spectateur, et au pire à celui de champ d'affrontement. La France et l'Allemagne ont une responsabilité particulière pour unifier les Européens autour d'une vision commune et créer des leviers de croissance économique.

En somme, l'année 2020 est un moment de vérité pour l'Europe. La restructuration des institutions européennes est une nécessité pressante, cela exige une volonté politique et un projet inclusif, porteur de progrès et de développement.

Entretien réalisé par
Youssef Lahlali



Trump coupe les vivres à l'OMS

Le déconfinement s'esquisse en Europe



La pandémie de coronavirus tue toujours quotidiennement des milliers de personnes, mais Donald Trump a mis à exécution sa menace en suspendant la contribution américaine à l'OMS, au moment où le déconfinement s'enclenche timidement en Europe.

Les Etats-Unis, premier bailleur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec plus de 400 millions de dollars par an, vont arrêter de la financer le temps d'évaluer son rôle "dans la mauvaise gestion et la dissimulation de la propagation du coronavirus", a déclaré dans la nuit de mardi à mercredi le président américain.

Il a reproché à l'agence de l'ONU de s'être alignée sur les positions de la Chine, que Washington accuse d'avoir initialement caché la gravité du virus lorsqu'il y a fait son apparition en décembre. Ce qui, a-t-il dit, a empêché de contenir l'épidémie "à sa source avec très peu de morts".

Le secrétaire général de l'ONU a aussitôt marqué sa réprobation, en assurant que ce n'était "pas le moment de réduire le financement des opérations" de l'OMS, qui "doit être soutenue car elle est absolument essentielle aux efforts du monde pour gagner la guerre contre le Covid-19".

Il sera toujours temps d'étudier par la suite "comment ont réagi tous ceux qui ont été impliqués dans la crise", a estimé Antonio Guterres dans un communiqué.

Sur le front sanitaire, les Etats-Unis ont enregistré mardi un sombre record avec plus de 2.200 morts supplémentaires du nouveau coronavirus en 24 heures, le plus lourd bilan journalier recensé par un pays. Leur bilan total, également le plus lourd du monde, s'élève à plus de 25.700 morts

et 600.000 cas de contamination enregistrés.

Quatre mois après l'apparition du virus, la pandémie a infecté plus de deux millions de personnes, sans doute davantage en réalité. Elle a fait près de 125.000 morts officiellement dans le monde, et elle continue de tuer plusieurs milliers de personnes par jour et de s'étendre à des pays jusqu'ici peu touchés.

Elle connaît aussi un léger ralentissement en Europe, qui entrevoit la lumière au bout du tunnel, même si elle semble fragile.

Mercredi, la Commission européenne devait présenter à cet égard sa feuille de route pour préparer une sortie coordonnée du confinement et éviter les couacs du début de la pandémie. L'Allemagne, relativement peu touchée (environ 2.800 morts) par rapport aux pays comparables en termes de population, devait annoncer mercredi un allègement des mesures coercitives, qui varient d'une région à l'autre.

Le président de l'Académie des sciences Leopoldina a toutefois déjà averti que les stades et salles de concert pourraient, dans le pire des scénarios, rester vides pendant 18 mois. Le Danemark a rouvert mercredi crèches et écoles maternelles et primaires.

A l'arrêt depuis plus d'un mois, l'Italie (21.000 morts) a autorisé des réouvertures localisées et très limitées de certains commerces.

Par exemple les librairies. Marilia Di Giovanni a rouvert la sienne à Syracuse, et le premier livre qu'elle a vendu est "Le vieux qui lisait des romans d'amour", de Luis Sepulveda, l'écrivain chilien infecté par le coronavirus, raconte-t-elle à l'agence Agi.

Mais de nombreuses régions ont

pris des arrêtés prolongeant la fermeture des librairies, notamment celles de Rome, Turin, Naples et Milan (Lombardie, nord), régions qui représentent plus de 40% de la population.

En Autriche, ce sont les parcs et les petits commerces qui ont rouvert mardi. L'artère commerçante du quartier viennois de Favoriten a retrouvé de l'animation, même si les mesures de précaution en changent l'allure: beaucoup de clients font la queue à l'extérieur des magasins, à bonne distance les uns des autres.

En Espagne, troisième pays le plus endeuillé au monde (18.000 morts environ), une partie des travailleurs ont repris lundi le chemin des usines et des chantiers, après deux semaines d'arrêt quasi total de l'économie, qui avait été limitée aux "secteurs essentiels". La République tchèque a

de son côté présenté un plan de déconfinement par étapes, à partir du 20 avril.

La France avait été le premier des grands pays les plus touchés (avec plus de 15.700 décès) à donner une date, le 11 mai, pour le début du déconfinement, qui sera progressif.

Deux nouveaux événements majeurs se sont ajoutés mardi à la liste de ceux touchés par le coronavirus: le départ du Tour de France cycliste sera reporté, au 29 août, et l'édition 2020 du Festival de Cannes pourrait prendre de "nouvelles formes". Le retour à la normale n'est encore que très marginal, la moitié de la population mondiale restant confinée. Le Premier ministre Narendra Modi a d'ailleurs annoncé mardi la prolongation au moins jusqu'au 3 mai du confinement en Inde de 1,3 milliard d'habitants, le contingent national le plus important de la planète.

Outre son bilan macabre, le coronavirus a entraîné une crise économique rare. "Il est très probable que cette année, l'économie mondiale connaîtra sa pire récession depuis la Grande Dépression" des années 1930, a estimé mardi l'économiste en chef du FMI Gita Gopinath.

Aux Etats-Unis, pour essayer de limiter la casse, l'administration Trump et les compagnies aériennes américaines ont conclu mardi un accord de principe sur un plan de sauvetage destiné à éviter leur faillite et des cascades de licenciements.

Prise de température générale, isolements spéciaux pour les électeurs fiévreux, bureaux de vote dédiés aux personnes en quarantaine... Les Sud-Coréens ont commencé à voter mercredi matin pour les législatives, et une forte participation est attendue en dépit de la menace du nouveau coro-

navirus. L'épidémie est née en Chine et y est désormais jugulée. Mais les relations se tendent entre Pékin et d'autres pays. A Paris, l'ambassadeur de Chine a été convoqué pour être chahuté. En cause, un texte publié dimanche par l'ambassade où il est notamment écrit, sans preuves, que les soignants des établissements pour personnes âgées (Ehpad) ont "abandonné leurs postes du jour au lendemain (...) laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie".

Et après l'Union africaine, le Nigeria est monté au créneau mardi pour dénoncer des discriminations "inacceptables" à l'égard de ses ressortissants en Chine à la suite de la découverte de cas positifs au Covid-19, alimentant une polémique embarrassante pour Pékin, en pleine offensive de charme sur le continent.

Au Nigeria, justement, qui ne compte officiellement qu'une dizaine de victimes, plusieurs Etats, dont celui de sa capitale économique Lagos, ont adopté des mesures de confinement très strictes qui empêchent toute activité économique non essentielle. Résultat: un surcroît de criminalité et de peur.

Des jeunes armés de machettes et de couteaux pillent à la recherche de nourriture et d'argent. "Ce sont des +cultistes+, ces gangs qui terrorisent les communautés, qui profitent du confinement pour nous voler et violer nos femmes", explique Alhaji Mufu Gbadamosi, un chef traditionnel. Mais il y a parfois de bonnes nouvelles sur la planète coronavirus: mardi à Brasilia, un homme est sorti de l'hôpital après avoir guéri du Covid-19, sous les applaudissements et au son d'une trompette. C'est un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale: 99 ans.



Quatre mois après l'apparition du virus, la pandémie a infecté plus de deux millions de personnes

Le gouvernement britannique pressé de présenter une stratégie de déconfinement

L'opposition britannique s'est jointe mercredi aux voix pressant le gouvernement de présenter une stratégie de sortie du confinement imposé pour freiner la pandémie de nouveau coronavirus, arguant que la population avait besoin "de voir une lumière au bout du tunnel".

A la veille de la probable annonce d'une prolongation du confinement décrété le 23 mars, le nouveau chef du Parti travailliste, Keir Starmer, a publié une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères Dominic Raab. Ce dernier remplace temporairement le chef du gouvernement Boris Johnson, en convalescence après un séjour à l'hôpital dû au coronavirus.

"La question qui se pose jeudi n'est pas si le confinement doit être prolongé mais comment et quand peut-il être allégé et sur quels critères cette décision sera prise", écrit M. Starmer, élu à la tête de la formation le 4 avril.

Il exige que le gouvernement publie son plan immédiatement ou dans les jours à venir, afin que le Parlement puisse l'examiner à la reprise de ses travaux, le 21 avril, a priori par vidéoconférence.

Une demande à laquelle le gouvernement ne semble pas prêt d'accéder. "Parler d'une stratégie de sortie avant que nous n'atteignons le pic (de la pandémie, ndlr) risque de brouiller le message crucial qui est que les gens doivent rester chez eux afin de protéger notre NHS (le service public de santé, ndlr) et de sauver des vies", a déclaré une source gouvernementale.

Le Royaume-Uni est désor-

mais l'un des pays en Europe les plus violemment touchés par la pandémie avec plus de 12.000 morts dans les hôpitaux et des inquiétudes croissantes sur les victimes en maisons de retraite, qui ne sont pas comptabilisées dans les bilans quotidiens des autorités.

Le gouvernement de Boris Johnson a été critiqué pour avoir tardé à décréter le confinement mais désormais la pression monte pour préparer la phase suivante, comme commencent à faire les pays voisins comme la France ou l'Allemagne.

D'autant qu'un institut public a estimé mardi qu'un trimestre

complet de confinement, suivi de trois mois d'assouplissement progressif, coûterait au Royaume-Uni une chute historique de 13% de son Produit intérieur brut en 2020, deux millions de chômeurs en plus et un déficit public de 14% du PIB.

"Les gens ont besoin de voir une lumière au bout du tunnel", a plaidé Keir Starmer sur la BBC. Il a ajouté que, pour sortir du confinement dans les prochaines semaines ou mois, il fallait "commencer les préparatifs maintenant".

Jusqu'à présent "des erreurs ont été faites et des choses n'ont

pas été faites aussi rapidement qu'elles auraient dû l'être", a-t-il pointé du doigt, mentionnant le manque de dépistages du Covid-19 et de combinaisons médicales pour les soignants.

Le gouvernement a promis de redoubler d'efforts et s'est engagé à atteindre 100.000 dépistages par jour à la fin du mois. Or aujourd'hui seuls 15.000 dépistages sont organisés quotidiennement, a relevé M. Starmer, soulignant la nécessité d'une "énorme montée en puissance" pour atteindre cet objectif.

Face aux inquiétudes des associations sur les "morts silen-

cieuses" en maisons de retraite, le ministre de la Santé Matt Hancock a promis mercredi que des dépistages seront proposés aux résidents ou employés de maisons de retraite présentant des symptômes, ou revenant de l'hôpital, ce qui n'était pas systématiquement le cas.

Autre couac: les autorités avaient demandé par courrier aux personnes atteintes de problèmes de santé les rendant particulièrement vulnérables au virus de rester chez elles trois mois. Mais au Pays de Galles, quelque 13.000 lettres ont été envoyées à la mauvaise adresse, a révélé la BBC.



Des tests, des tests

Le modèle de la Vénétie à l'épreuve de la logistique

Elle a été avec la Lombardie, l'épicentre de la pandémie en Europe mais a massivement testé sa population: la Vénétie déplore douze fois moins de morts du coronavirus.

Quand commencera le déconfinement, "nous aimerions étendre le dépistage dans le pays pour trouver ceux qui sont infectés aussi vite que possible, y compris ceux qui n'ont pas de symptômes", dit le directeur de l'Institut supérieur de la Santé italienne, Silvio Brusaferrò.

Un enjeu logistique titanesque: est-il possible de fournir et d'organiser sur la durée le nombre de tests indispensables à cette stratégie au niveau national, comme cela a été le cas en Vénétie avec ses 5 millions d'habitants?

C'est là, dans la petite commune de Vo' Euganeo, qu'ont été enregistrés les premiers cas en Italie, mi-février. Mais

c'est aussi la Vénétie qui, la première, très timidement, a redémarré son activité économique cette semaine, quand la puissante Lombardie voisine, garde un confinement strict.

Dans cette grande région qui est le moteur économique du pays, 11.142 morts ont été recensés (plus de 1.100 morts par million d'habitants) contre 906 en Vénétie (184 par million).

La différence s'explique en partie par "la plus grande densité de population de la Lombardie et le nombre plus élevé de cas lorsque la crise a éclaté", explique la Harvard Business School (HBS). "Mais il devient de plus en plus évident que les différents choix de santé publique faits au début du cycle de la pandémie ont aussi eu un impact", ajoutent ces experts dans un article paru fin mars.

Lorsque le Covid-19 est apparu, la région a aussitôt mis en place une stra-

tégie d'endiguement.

Préconisée par des scientifiques, elle était basée sur la mise en place rapide d'une "zone rouge" pour isoler le territoire touché mais aussi sur la réalisation d'une étude épidémiologique sur l'ensemble de sa population soumise à des tests. Les personnes positives étaient placées en quarantaine.

Cette approche a été élargie à l'ensemble de la Vénétie où des tests précoces ont été réalisés sur des patients symptomatiques mais aussi sur ceux présentant peu ou pas de symptômes, susceptibles de transmettre le virus sans le savoir.

"Une chose que nous n'avions pas imaginée au début de la pandémie, et qui nous est apparue de façon éclatante, est qu'une grande partie des contaminations est due à des personnes asymptomatiques", explique à l'AFP Roberto Burioni, professeur de

microbiologie à l'université Vita-Salute San Raffaele de Milan.

En Vénétie, lorsqu'une personne est positive, tous les membres du foyer et les voisins sont testés. Selon les chiffres officiels, la Vénétie avait réalisé mardi 208.879 tests, soit 20% de l'ensemble des tests dans tout le pays. Autant que la Lombardie (214.870) qui compte plus du double d'habitants.

"La Vénétie a décidé de faire beaucoup de tests et a fermé plusieurs petites communes de façon à pouvoir suivre l'évolution des cas et éteindre l'incendie", a expliqué à l'AFP Davide Manca, de l'Institut polytechnique de Milan.

Mais est-il possible d'étendre cette stratégie sur de grands territoires? "Sceptique", Davide Manca relève qu'il faudrait "tester les gens tous les 15 jours pour que cela ait du sens". En multipliant par dix le rythme actuel,

cela prendrait six mois pour tester la population lombarde, dit-il.

Autre différence entre les deux régions, la Vénétie a privilégié le traitement à domicile alors qu'en Lombardie, les malades "ont été admis dans les mêmes hôpitaux que les autres ce qui, même si c'était dans des services séparés, a sans doute été une grosse erreur", ajoute M. Manca.

Doyen de l'université de Padoue, le microbiologiste Giorgio Palù explique que le Covid-19 se propage particulièrement bien dans les hôpitaux. Selon lui, en Lombardie 60% des cas positifs se trouvent dans les hôpitaux contre 20% en Vénétie.

Pour les chercheurs de la HBS, que des politiques différentes aient abouti à des résultats différents "aurait dû être reconnu dès le départ comme une puissante opportunité d'apprentissage".

En Californie, la distanciation sociale a fait la différence face au coronavirus

La Californie, Etat américain le plus peuplé, a aussi été le premier pays à imposer des mesures de confinement strictes, une stratégie payante pour limiter la propagation du coronavirus et éviter l'engorgement des hôpitaux et les décès massifs qui en découlent.

"Si on regarde les données, il est clair que les mesures rapides font la différence pour «aplatir la courbe» des hospitalisations liées au Covid-19, explique à l'AFP le Pr Anne Rimoin, épidémiologiste et spécialiste en santé publique de l'université UCLA à Los Angeles.

"La Californie a vraiment été à la pointe des régulations visant à garder la population chez elle, à promouvoir la distanciation sociale, à annuler les concerts et les grands rassemblements, et même à encourager les gens à se couvrir le visage. Tout ça mis bout à bout, ça fait une sacrée différence", ajoute Mme Rimoin.

C'est en Californie que fin février avaient été signalés les tout premiers cas américains de "transmission communautaire", c'est-à-dire localement au sein de la population, et non via des personnes ayant voyagé dans des zones alors infectées à l'étranger.

Le gouverneur Gavin Newsom avait imposé le confinement aux 40 millions de Californiens dès le 19 mars, alors que l'Etat ne recensait encore officiellement qu'un gros millier de cas et 19 morts. Mais des millions d'habitants de la région de San Francisco, la plus touchée par le Covid-19 à l'époque, avaient déjà reçu l'ordre de rester chez eux trois jours plus tôt.

Le même jour, New York enregistrait déjà plus de 5.000 cas. Les autorités locales ont attendu le lendemain pour prendre des mesures limitant les déplacements de la population.

Alors que la pandémie a explosé à New York, avec plus de 10.000



morts et des services d'urgence et des morgues débordés, la situation est restée contenue en Californie: 758 décès pour un peu plus de 23.000 cas identifiés.

Même si la densité de population et l'urbanisation extrême de New York peuvent en partie expliquer ce lourd bilan, pour Anne Rimoin la réaction rapide des autorités californiennes a bien été déterminante.

"Une fois que le virus commence à se propager, il se diffuse de manière exponentielle, donc agir rapidement pour empêcher les gens de se retrouver dans des foules est la meilleure chose à faire", assure cette spécialiste du virus Ebola.

Si le nombre de cas double tous les trois ou quatre jours, comme ce

fut le cas du Covid-19 au début, "alors en ordonnant le confinement une semaine plus tôt, vous empêchez l'épidémie de quadrupler", relève Erin Mordecai, experte en maladies infectieuses à l'université californienne de Stanford.

La chercheuse et son équipe ont mis au point un modèle mathématique permettant de mesurer l'efficacité du confinement par rapport aux cas de Covid-19.

"Une chose que le modèle montre, c'est que la rapidité de mise en œuvre des mesures compte beaucoup plus que leur intensité", dit-elle à l'AFP.

Il se trouve que les Californiens semblent avoir en outre bien respecté les consignes limitant les dé-

placements aux "activités essentielles" et les règles de distanciation sociale. D'après les calculs d'Erin Mordecai, ils ont en moyenne diminué leurs interactions sociales de 75% depuis près d'un mois.

Combien de temps faudrait-il que cela dure ? Patience: dans le comté de Santa Clara, qui abrite la Silicon Valley, le confinement devrait rester en place "au moins pendant cinq mois pour que l'épidémie cesse complètement", selon Mme Mordecai. "Et encore, nous resterions vulnérables" si un nouveau malade arrivait, dit-elle.

Pour les experts comme pour le gouverneur Newsom, qui a esquissé mardi les conditions d'un retour à la normale, on ne pourra assouplir la

distanciation sociale que lorsqu'on sera doté des moyens de tester toutes les personnes présentant des symptômes du Covid-19, afin de pouvoir les isoler.

"Autrement, nous allons perdre tous les énormes progrès que nous avons réalisés jusqu'ici, au prix de sacrifices énormes", avertit le Pr Rimoin.

"Si on se contente de tout rouvrir, le virus sera toujours là et on se retrouvera au point de départ", ajoute l'épidémiologiste, qui insiste pour faire passer "la santé publique avant l'économie".

"Et partout dans le monde, il faudrait interdire de sortir de chez soi sans se couvrir le visage!", exhorte-t-elle.

Pour les chercheurs de Harvard, la distanciation sociale sans doute nécessaire jusqu'en 2022

Plusieurs périodes de distanciation sociale seront sans doute nécessaires jusqu'en 2022 pour empêcher que le nouveau coronavirus n'engorge les hôpitaux de malades aux Etats-Unis, estiment des chercheurs d'Harvard dans une étude publiée mardi par la revue Science.

L'équipe d'Harvard a modélisé la pandémie de Covid-19, la maladie causée par le virus, en partant de l'hypothèse qu'elle serait saisonnière comme d'autres virus de la même famille, dont des coronavirus responsables du rhume, qui aiment l'hiver.

Leur simulation a dû s'accom-

moder de nombreuses inconnues sur le nouveau venu, baptisé SARS-CoV-2, notamment sur le niveau et la durée de l'immunité acquise par une personne contaminée.

"Une mesure ponctuelle de distanciation sociale sera probablement insuffisante pour que l'incidence de SARS-CoV-2 reste dans les limites de la capacité des services de réanimation aux Etats-Unis", a résumé l'un des auteurs, Stephen Kissler, dans une conférence téléphonique mardi avec des journalistes.

"En l'absence de traitements, des périodes intermittentes de distanciation sociale seront sans doute

nécessaires", a-t-il dit.

La durée et le degré de confinement pourront être réduits quand des traitements efficaces ou un vaccin auront été découverts. D'ici là, il faudra osciller entre confinement et ouverture afin de prévenir une nouvelle vague et permettre aux systèmes de santé de gonfler leurs services de réanimation.

Marc Lipsitch, professeur d'épidémiologie, explique qu'en acceptant des périodes de contaminations plus élevées, pendant les déconfinements épisodiques, le virus va inévitablement contaminer une proportion croissante de la population (idéalement,

les plus jeunes et moins vulnérables, qui risquent moins d'en mourir). Cela rendra plus de gens malades, mais présentera l'avantage de construire progressivement l'immunité collective de la population, c'est-à-dire le niveau à partir duquel il n'y aura plus assez de gens susceptibles d'être contaminés pour que le virus continue à circuler.

Trop de confinement, à l'inverse, empêcherait de bâtir cette immunité collective, ont simulé les chercheurs, qui en concluent que l'approche la plus efficace est le maintien intermittent de mesures de distanciation sociale (confinement, fermeture des écoles et en-

treprises...).

On ignore encore si les gens contaminés développeront une immunité courte ou longue. Pour des virus cousins, comme ceux du rhume, l'immunité s'érode au bout d'un an. Pour le Sras, elle est longue.

Une chose est quasi-sûre, selon les auteurs de l'étude: le nouveau coronavirus ne va pas disparaître du jour au lendemain. Il est improbable, selon eux, que l'immunité soit assez forte et assez durable pour que le coronavirus disparaisse à la fin de la première vague que nous traversons en ce moment (contrairement au Sras de 2002-2003).

Après un mois loin des salles de classe, les jeunes Danois reprennent le chemin de l'école

Des enfants ravis et des parents soulagés: l'heure est aux retrouvailles devant la Nørrebro Park Skole, une école publique en plein cœur de la capitale danoise où la réouverture mercredi des écoles marque le retour progressif à un quotidien quasi-normal.

Après un mois loin des salles de classe, les Danois sont les premiers élèves européens touchés par des mesures de restriction liées au nouveau coronavirus à reprendre le chemin de l'école.

Sous un ciel gris et venteux, les quelque 220 élèves - du CP au CE2 - de l'école ont été accueillis mercredi matin par leurs professeurs, des petits drapeaux danois à la main en guise de bienvenue, mais sans masque puisque son port n'est pas recommandé dans ce pays nordique.

Les écoliers ont rapidement pris leurs quartiers dans la cour de récréation et les salles de classes spécialement aménagées pour respecter les mesures sanitaires de rigueur. Leurs camarades de CM1, CM2 et 6ème (un niveau encore primaire dans le système scolaire danois) suivront jeudi.

Pour Caroline, mère de deux enfants, cette journée représente une bouffée d'air frais: "Je me sens bien, vraiment bien", témoigne-t-elle à l'AFP, après avoir assuré pendant un mois les cours à domicile pour son aînée de 7 ans.

"Nous allons tous être malades à un moment où à un autre et (les autorités) nous ont dit que les enfants seraient moins malades et moins touchés par ce virus" que leurs aînés, soutient cette responsable de la planification

dans un studio de doublage, à proximité de l'école en briques rouges typiques dans la capitale danoise.

Et de poursuivre: "je pense que c'est une bonne chose qu'ils retournent à l'école (...) Nous devons retourner à la vie quotidienne".

Désertés depuis le 12 mars après l'instauration de restrictions par le gouvernement pour endiguer la propagation du virus, les bancs des établissements scolaires danois vont progressivement se remplir à nouveau.

Si les crèches, écoles maternelles et primaires rouvrent leurs portes à partir de mercredi, les collégiens et lycéens (à l'exception des classes de première et de terminale) devront toutefois attendre le 10 mai.

La Première ministre danoise avait annoncé le 6 avril une levée progressive des restrictions en vigueur.

Bars, restaurants, salons de coiffure et de massages, centres commerciaux et discothèques restent fermés, et les rassemblements de plus de 10 personnes interdits.

La réouverture des établissements scolaires avait été annoncée par le gouvernement "à condition que chacun garde ses distances et se lave les mains".

Les écoles devront assurer une distance de deux mètres entre les tables dans les classes et organiser des récréations par petits groupes.

Un véritable casse-tête pour le corps enseignant, qui doit veiller à ce que les élèves ne soient jamais par groupe de plus de deux dans les bâtiments - et cinq à l'extérieur.

Mercredi matin, les professeurs étaient aux aguets, surveillant de loin et intimant de temps en temps aux enfants de ne pas être trop près les uns des autres.

Pour limiter les contacts, "toutes les classes ont été divisées en deux ou trois groupes", n'excédant pas 12 enfants, explique Henrik Wilhelmsen, directeur de la Nørrebro Park Skole, qui accueille les élèves du CP à la 3e.

Pour respecter ces conditions, "nous utilisons les salles habituellement utilisées par les classes plus âgées (de la 6e à la 3e) qui suivent actuellement les cours de chez eux", poursuit-il.

Dans chaque classe, les enfants sont aujourd'hui assis à deux mètres les uns des autres, et des bouteilles de gel hydroalcoolique ne sont jamais loin pour les inciter à se laver régulièrement les mains.

Mercredi, les cours ont repris dans à peine la moitié des communes danoises et dans 35% des

établissements à Copenhague, les autres ayant demandé plus de temps pour s'adapter aux règles de sécurité sanitaire encore en vigueur. Tous les établissements devraient être ouverts d'ici le 20 avril.

La réouverture des écoles a été contestée par certains parents d'élèves, inquiets des enjeux sanitaires. Une pétition baptisée "mon enfant n'est pas un lapin de laboratoire", rassemblait mardi quelque 18.000 signataires.

"Les enfants peuvent transmettre l'infection sans tomber malades", estiment les signataires.

Le Danemark comptait mercredi matin 6.876 cas déclarés depuis le début de l'épidémie et 299 décès en lien avec le Covid-19.

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE -SAKIA EL HAMRA

L'Agence Urbaine de Laâyoune Sakia El Hamra...

La Pandémie Coronavirus accélère la mise en œuvre de l'Approche de la Dématérialisation des Services

Dans le cadre des efforts déployés pour la mise en œuvre des mesures préventives pour parer à la propagation du Coronavirus, partant d'une vision prospective pour faire face à ses répercussions économiques et sociales, et compte tenu des directives du Ministère de tutelle proclamées dans les circulaires de Madame la Ministre de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville en vue de maintenir un service public de qualité tout en ayant comme première préoccupation la préservation de la santé du personnel, l'Agence Urbaine de Laâyoune Sakia El Hamra a amplifié ses efforts et a renforcé les mesures de mise en place de son approche visant la **dématérialisation des services et la généralisation des services en ligne** voués aux citoyens et aux partenaires. A cet effet, l'Agence Urbaine de Laâyoune Sakia El Hamra a procédé à la mise à jour de son portail Web en faisant appel à un bureau d'études spécialisé, dévoué d'intégrer une panoplie de services en ligne, notamment :

- La délivrance de la note de renseignements urbanistiques en ligne « e-note »
- Les pré-instructions des projets ;
- La mise en ligne du programme et des résultats de commissions d'instruction des demandes d'autorisation ;
- La demande d'accès à l'information ;
- Prise de Rendez-vous en ligne.



Dans le même contexte, l'AULSH a boosté ses services prodigués en ligne relatifs à la consultation en ligne des documents d'urbanisme homologués « Géoportail », et au dépôt des requêtes et des réclamations préconisés sur son site web existant www.aulaayoune.ma. Outre, elle a mis à la disposition des citoyens, des architectes, de ses partenaires, des promoteurs et des opérateurs économiques, une adresse électronique dédiée à la pré-instruction à distance des projets, dans le cadre de son engagement et sa mobilisation pour la promotion des investissements à travers l'appui techniques et urbanistiques des projets et l'accompagnement des opérateurs économiques.

Aussi, en égard à « l'Etat d'Urgence Sanitaire » déclaré par le Gouvernement Marocain le 20 Mars 2020 et en alignement avec les mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus, adoptées par les Autorités Locales, l'Agence Urbaine de Laâyoune Sakia El Hamra remue toutes les prouesses technologiques exploitables en matière de l'information et de la communication et des opérations administratives, afin de renier au recours à la paperasse et tout échange matériel; Dans cette intention, un ensemble de groupes et de réseaux de communication et d'interaction entre les responsables et le personnel de l'établissement, a été créé pour mettre en évidence le recours au Télétravail qui revêt, dans ces circonstances, un caractère commode et obligatoire.

Comité de vigilance: Au regard de ces conditions, un comité de vigilance a été constitué en annonçant la liste des noms, intitulés, numéros de téléphones et e-mails des membres du comité de permanence interne, chargés d'assurer le suivi de toutes les interventions à caractère urgent. Cela permet aux citoyens, aux acteurs économiques et aux partenaires d'avoir accès à l'information et aux services administratifs de manière fluide et résiliente; entre autre, l'AULSH procure au grand public un panneau des outils de communication digital et de services en ligne agrémentant ses réseaux sociaux et son nouveau portail électronique au service de la population cible.

Comité Directoire: Compte tenu de la particularité de cette période, un comité directoire a été formé, côtoyant la Directrice de l'Agence Urbaine, constitué de l'ensemble des chefs de départements et le chef du service informatique afin d'assurer le suivi et l'évaluation de l'efficacité et l'efficience des mesures prises durant cette période et de garantir, ainsi, la pérennité des rôles assignés à cet établissement, avec l'implication et le dévouement de toutes ses composantes.

Comité d'hygiène et de sécurité: D'autres parts, un comité d'hygiène et de sécurité a été désigné, auquel il est attribué la mise en application de toutes les mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus au sein de l'établissement à travers la sensibilisation continue du personnel, des citoyens – amphitryons fréquentant l'établissement pour s'aligner aux règles d'hygiène et de sécurité dictés par les autorités compétentes et de fournir les outils de nettoyage et de désinfection nécessaires.

Etant conscient des répercussions économiques de cette crise sanitaire, surtout pour le secteur privé, l'Agence Urbaine de Laâyoune Sakia El Hamra accorde une attention particulière quant au règlement des décomptes de toutes les prestations et des services livrés par les fournisseurs, les bureaux d'études et les entreprises.



Agence Urbaine de Laâyoune Sakia El Hamra

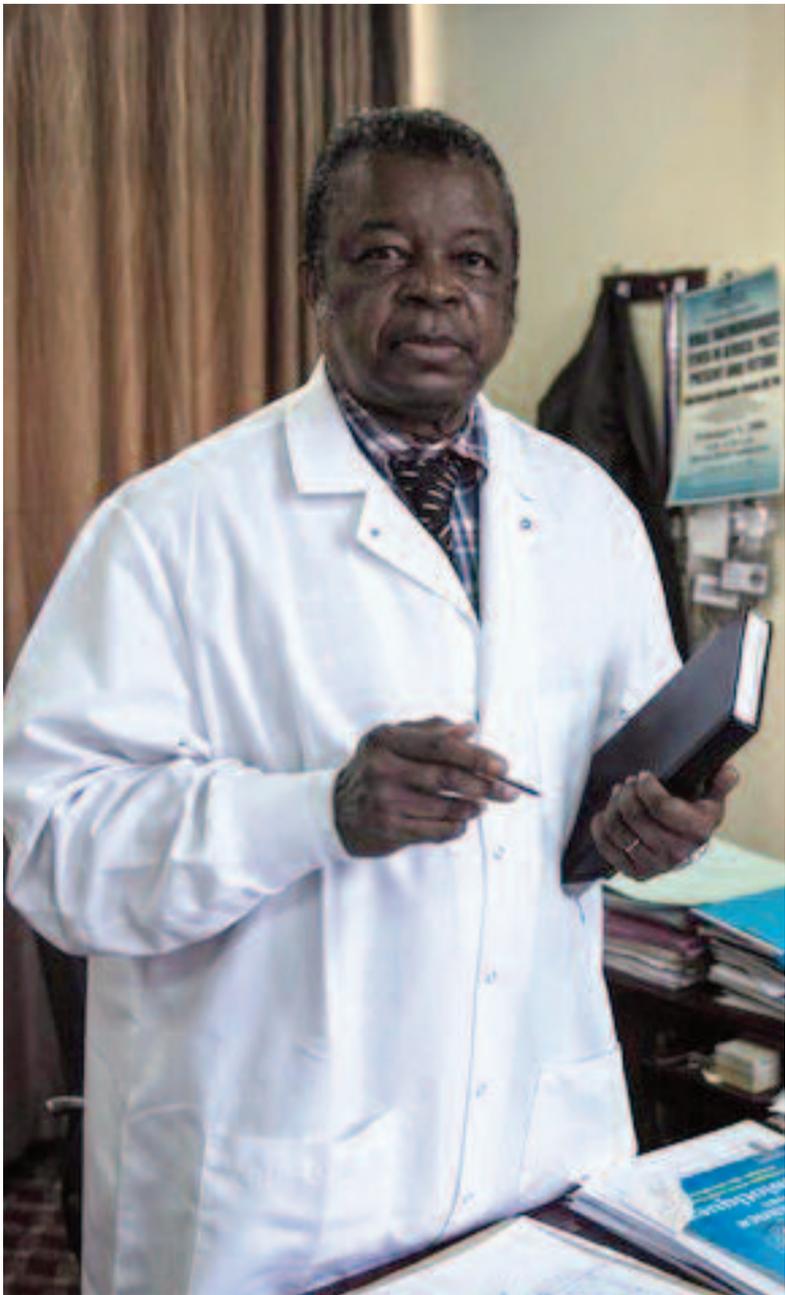
Place de la Résistance, B.P 800 Laâyoune, Maroc

Tél: +212 528 89 18 12/ +212 528 89 25 55, Fax: +212 528 89 19 99

E-MAIL : aulaayoune@gmail.com



C'est une bonne chose que les élèves retournent à l'école (...) Nous devons retourner à la vie quotidienne



Jean-Jacques Muyembe

D'une épidémie à l'autre

Si la lutte contre les virus est une guerre, lui est un général d'armée engagé sur deux fronts: en République démocratique du Congo, le Dr Jean-Jacques Muyembe coordonne à la fois la riposte à l'épidémie d'Ebola et du coronavirus.

Ce double combat va se poursuivre encore. La RDC ne proclamera pas comme prévu lundi la fin de l'épidémie d'Ebola dans l'est du pays, où un nouveau cas a été rapporté vendredi, après 52 jours d'attente et d'espoir sans nouveau malade, à trois jours de l'échéance.

"Nos équipes, en collaboration avec l'OMS, sont déjà sur le terrain pour approfondir les investigations et mettre en place les actions de santé publique", a indiqué le comité de "riposte" anti-Ebola que dirige le professeur Muyembe depuis juillet 2019.

A 78 ans, le virologue congolais jongle entre les deux épidémies, avec en prime une polémique sur les vaccins contre le Covid-19 que ce "digne fils du pays" a lui-même provoquée.

Sa déclaration sur de possibles essais en RDC a brouillé auprès d'une partie des Congolais l'image de ce "grand expert de la gestion des épidémies" comme le qualifie son compatriote, le gynécologue Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018.

Cet homme discret, modeste et

souriant, qui fait facilement 10 ans de moins que son âge avec ses éternels favoris et ses chemises Vichy, travaille sur la maladie à virus Ebola depuis son identification en 1976 dans son pays, près de la rivière du même nom.

En septembre 1976, le jeune docteur en virologie, diplômé de l'université de Louvain (Belgique), est envoyé dans le nord de l'ex-Zaïre pour étudier une maladie encore inconnue qui frappe la région de Yambuku.

"Nous travaillions à mains nues, sans vêtements de protection. J'ai prélevé des échantillons de foie sur deux cadavres, à l'aide d'une tige métallique. Si je ne m'étais pas lavé les mains, je serais mort", raconte-t-il.

Il s'intéresse plus particulièrement à l'une des malades, une religieuse belge, dont un échantillon sanguin est envoyé à l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique, dans un simple thermos remplie de glace (L'une des deux éprouvettes se cassera pendant le voyage).

"C'est à partir de l'échantillon de cette religieuse que le Dr Peter Piot a isolé pour la première fois le virus Ebola", affirme le docteur congolais.

Dépêché à Kinshasa, le chercheur belge Peter Piot relate dans ses mémoires avoir croisé dès son arrivée dans une réunion "Jean-

Jacques Muyembe, un brillant jeune professeur zaïrois de microbiologie, pour lequel je développerai un profond respect par la suite".

Depuis 1976, les épidémies d'Ebola ont rythmé la vie du directeur de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) de Kinshasa: "J'ai été présent pour chacune d'elles. J'ai consacré toute ma vie et toute ma carrière à lutter contre Ebola".

A la réapparition du virus en 1995 à Kikwit (sud-ouest), le professeur Muyembe tente une expérience: "Mon équipe a prélevé du sang chez des survivants et l'a administré à huit patients infectés par le virus. Sept d'entre eux ont guéri".

Lorsque se déclare l'actuelle épidémie d'Ebola en août 2018, le directeur de l'INRB travaille d'abord dans l'ombre du ministre de la Santé de l'époque, le Dr Oly Ilunga, un médecin de la diaspora aujourd'hui condamné pour détournement de fonds et qui clame son innocence depuis sa cellule de prison en accusant l'un de ses collaborateurs.

Cette dixième épidémie d'Ebola sur le sol congolais est la deuxième la plus grave de l'histoire, avec 2.273 morts.

Face au nouveau coronavirus, dont le premier cas est déclaré le 10 mars en RDC, c'est tout naturellement que le président Félix

Tshisekedi mobilise de nouveau celui qu'il appelle un "digne fils du pays".

Rodé à l'exercice, le professeur Muyembe reprend alors d'interminables réunions avec les "partenaires" et les bailleurs de fonds, effaçant très rapidement le nouveau ministre de la Santé Eteni Longondo.

Personne ne contestait l'autorité du patriarche des épidémies, jusqu'à sa petite phrase il y a une semaine.

"Le vaccin sera produit soit aux Etats-Unis, soit au Canada, soit en Chine. Nous, nous sommes candidats pour faire les essais ici chez nous", a-t-il dit.

Marche arrière toute dans les heures qui suivent, devant l'indignation d'une partie des Congolais et des Africains déjà très remontés après le propos "provocateur" d'un médecin français suggérant de faire du continent un vaste terrain d'étude.

"Mon intention n'était pas d'affirmer que nous allons commencer la vaccination en RDC, sans qu'il soit testé en Amérique ou ailleurs. Je suis moi-même congolais et je ne permettrais jamais qu'on utilise les Congolais comme cobayes", tente de corriger le "général" Muyembe. La RDC a officiellement déclaré 215 cas de nouveau coronavirus, pour 20 décès et 13 guérisons.

Le Crédit Agricole du Maroc réalise un RNPG en hausse

Le Groupe Crédit agricole du Maroc (GCAM) a réalisé, au titre de l'exercice 2019, un résultat net part du groupe (RNPG) de 636 millions de dirhams (MDH), en hausse de 2% par rapport à l'exercice précédent.

Avec un RNPG de 636 MDH, le GCAM a clôturé l'exercice 2019 en enregistrant une performance en ligne avec ses objectifs, indique le groupe dans un communiqué sur ses résultats annuels 2019, faisant savoir que le résultat net consolidé a atteint 620 MDH, au même niveau que l'exercice précédent.

Dans la continuité des performances exceptionnelles réalisées durant l'exercice précédent, le GCAM a enregistré une progression de 8% de son total bilan, soit un encours de 116 milliards de dirhams (MMDH), relève la même source.

Au 31 décembre 2019, rapporte la MAP, le Produit net bancaire du GCAM a franchi le seuil des 4 MMDH, réalisant ainsi une progression de 3% par rapport à fin décembre 2018, explique le groupe, notant que la performance réalisée est due à une hausse de la marge d'intérêt commerciale et du résultat des opérations de marché.

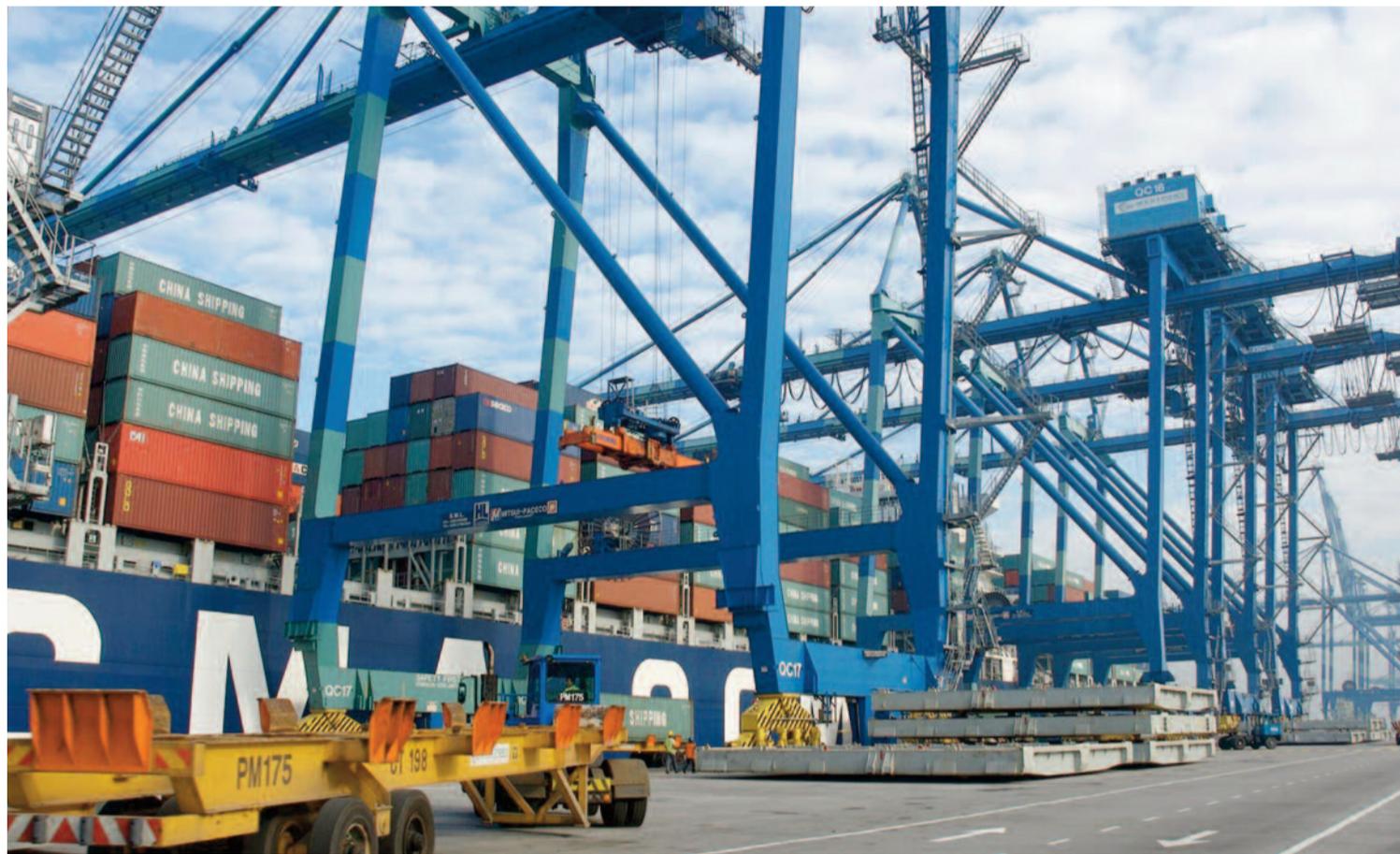
Tout au long de l'exercice 2019, le GCAM a renforcé les moyens déployés pour l'appui de sa stratégie commerciale axée sur la diversification de l'épargne collectée en accordant une attention toute particulière à l'accroissement des comptes à vue qui s'affichent désormais à 40,5 MMDH (+8%), précise le communiqué, poursuivant que le groupe a marqué une progression de 7,3% de l'encours global de ses ressources en le portant à plus de 88 MMDH contre 82 MMDH à fin décembre 2018.

Dans le cadre de la poursuite des efforts mobilisés par l'ensemble de ses canaux de financement (la Banque universelle, Tamwil El Fellah, la Fondation ARDI pour le microcrédit et Al Akhdar Bank), le GCAM a clôturé l'exercice 2019 avec un encours de crédits distribués de 88,7 MMDH, réalisant ainsi une progression de 8% comparativement à l'exercice précédent, fait ressortir le groupe.

Ainsi, au terme de l'exercice 2019, le CAM a renforcé sa politique de provisionnement pour s'immuniser contre certains risques sectoriels en portant son encours de provisions pour risques généraux à environ 1 MMDH, soit 1,5% de l'encours sain des crédits à la clientèle. Par ailleurs, le CAM a affiché un taux de couverture des créances en souffrance de 71%.

Au vu des réalisations enregistrées en 2018, le GCAM a procédé, durant l'exercice 2019, au réajustement du plan AFAK 2021. Le nouveau plan stratégique rebaptisé "CAP 2023" a été mis en place par le groupe en vue d'aligner sa stratégie avec les transformations de son environnement, consolidant ainsi son statut de banque universelle innovante, humaine et engagée au service de l'économie du pays et du monde rural, conclut le communiqué.

L'économie mondiale devrait connaître une récession inédite en 2020



L'économie mondiale devrait connaître cette année sa pire récession depuis la Grande dépression, a prédit le Fonds mondial international (FMI) dont les dernières perspectives suggèrent « une récession plus grave que celle observée lors de la crise financière mondiale il y a une dizaine d'années ».

Selon les estimations de l'institution financière internationale, qui ont été rendues publiques le mardi 14 avril, l'économie mondiale devrait connaître une forte contraction de 3 % en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-09.

Se basant sur un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, le FMI a néanmoins assuré que l'économie mondiale devrait croître de 5,8 % en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Mais quand bien même une reprise partielle serait prévue pour l'année prochaine, avec des taux de croissance supérieurs à la tendance, les analystes du FMI ont toutefois prévenu que « le niveau du PIB restera inférieur à la tendance d'avant l'apparition du virus et la vigueur de la reprise est très incertaine ».

En conséquence, quoi qu'il en soit, les résultats bien pires sont

possibles et peut-être même probables, a fait savoir l'institution de Bretton Woods dans un communiqué, soulignant qu'« il en sera ainsi si la pandémie et l'application des mesures d'endiguement durent plus longtemps, si les pays émergents et les pays en développement sont encore plus sévèrement touchés ».

Dans ce document, l'organisation a en outre prédit que la situation restera sombre si les conditions financières demeurent également restrictives ou si des séquences se font sentir à grande échelle en raison des fermetures d'entreprises et d'un chômage prolongé, peut-on lire.



Le FMI prévoit une contraction de 3 %, soit un recul plus marqué que lors de la crise financière de 2008-2009

Pour sauver des vies et permettre aux systèmes de soins de faire face à la situation, le Fonds a rappelé qu'« il a fallu prendre des mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée, en vue de ralentir la propagation du virus ».

Par ailleurs, s'il est avéré que les prévisions de croissance mondiale sont extrêmement incertaines, du fait que les conséquences économiques dépendent de facteurs dont l'interaction est difficile à prévoir, l'institution a estimé qu'il est indispensable de prendre des mesures efficaces visant à atténuer la contagion et à préserver des vies humaines. Ce qui permettra d'éviter de très mauvais résultats.

Mais quand bien même elles auront un effet néfaste à court terme sur l'activité économique, le FMI a expliqué que ces mesures doivent être considérées comme un investissement important dans la santé humaine et économique à long terme.

Quoi qu'on en pense, pour l'institution, « la priorité immédiate est de limiter les répercussions de l'épidémie de Covid-19, notamment en augmentant les dépenses de santé visant à renforcer les capacités et les ressources du secteur sanitaire tout en prenant dans le même temps des dispositions qui freinent la contagion ».

En outre, peut-on lire dans le communiqué, « la politique économique devra également amortir les effets du fléchissement de l'activité

sur la population, les entreprises et le système financier, réduire les séquelles persistantes d'un inévitable ralentissement prononcé et faire en sorte que la reprise économique puisse s'amorcer rapidement une fois la pandémie passée ».

Par ailleurs, pour faire face à cette crise majeure, le FMI a soutenu que les dirigeants devront prendre des mesures d'envergure et ciblées sur les plans budgétaire, monétaire et financier pour aider les ménages et les entreprises touchés.

A en croire l'institution, « ces mesures contribueront à maintenir les relations économiques pendant toute la période de paralysie et sont indispensables à une normalisation progressive de l'activité une fois que la pandémie se sera atténuée et que les mesures d'endiguement auront été levées », a-t-elle expliqué.

Enfin, contrairement à ce qui s'était passé la dernière fois que l'économie mondiale avait subi une crise de cette ampleur (dans les années 1930), et où l'absence de prêteur de dernier ressort au niveau multilatéral avait contraint les pays à se bousculer pour obtenir des liquidités internationales, force est constatée qu'« aujourd'hui, nous disposons d'un dispositif mondial de sécurité financière plus solide, avec le FMI en son centre, qui permet déjà de venir activement en aide à des pays vulnérables », a conclu l'institution.

Alain Bouithy

Le Trésor place 5,8 MMDH d'excédents

La Direction du Trésor et des finances extérieures (DTFE), relevant du ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration, a lancé lundi trois opérations de placement des excédents de trésorerie d'un montant global de 5,8 milliards de dirhams (MMDH).

Il s'agit d'un placement avec prise en pension sur une journée portant sur un montant de

3,5 MMDH au taux moyen pondéré de 2,21%, indique la DTFE dans un communiqué.

Le deuxième placement, également avec prise en pension, porte sur 1,8 MMDH sur une durée de trois jours, au taux de 2,21%, ajoute la même source.

Le troisième placement en blanc concerne un montant de 500 millions de dirhams (MDH) sur une journée et au taux de 2,08%, selon la DTFE.

Cinq mesures pour éviter aux entreprises de supporter des pénalités pour des retards d'exécution

Voici les mesures mises en place par le ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration en vue d'éviter aux entreprises titulaires de marchés publics de supporter des pénalités pour des retards d'exécution qui ne leur sont pas imputables :

1. Considérer l'impact de l'état d'urgence sanitaire et des mesures de confinement des personnes sur les délais d'exécution des marchés comme étant indépendant de la volonté des entreprises titulaires de marchés publics, relevant de ce fait, des cas de force majeure ;

2. Inviter les maîtres d'ouvrages relevant des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics et autres organismes soumis au contrôle financier de l'Etat, à réserver une suite favorable aux demandes des entreprises invoquant la force majeure en raison des mesures d'état d'urgence sanitaire et de

confinement prises par les pouvoirs publics, sans tenir compte du délai de 7 jours pour l'introduction des demandes de l'espèce ;

3. Procéder, par voie d'avenant, à la prorogation des délais contractuels aussi bien pour les marchés de travaux que pour les marchés de fournitures et de services, dans la limite de la durée de l'état d'urgence sanitaire ;

4. Inviter les maîtres d'ouvrages à recourir également, en cas de besoin, aux mécanismes d'ajournement de l'exécution des travaux, fournitures ou services ou aux ordres de services d'arrêt et de reprise, dans la limite de la durée de l'état d'urgence sanitaire ;

5. Rappeler aux différents intervenants en matière de commande publique, la nécessité de privilégier, durant la période d'état d'urgence sanitaire, le recours à l'échange électronique sous ses différentes formes, des pièces justificatives et des documents par rapport au support papier.

Les délais des déclarations de revenus pour les personnes physiques reportés au 30 juin

Le Comité de veille économique (CVE), réuni mardi dernier à Rabat, a décidé de reporter les délais des déclarations de revenus pour les personnes physiques qui le souhaitent de fin avril au 30 juin 2020.

Lors de cette réunion, où l'ac-

tion a été mis sur la nécessité d'étudier le lancement d'une nouvelle série de mesures à la lumière des évolutions constatées, le CVE a également décidé d'exonérer de l'impôt sur le revenu, tout complément d'indemnité versé au profit des salariés (affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale) par leurs employeurs, dans la limite de 50% du salaire mensuel net moyen, indique un communiqué du ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration.

Sur le plan administratif, le comité a pris note des mesures d'assouplissement qui visent à éviter aux entreprises titulaires de marchés publics de supporter des pénalités pour des retards d'exécution qui ne leur sont pas imputables, fait savoir la même source, notant qu'une circulaire du ministère chargé des Finances sera diffusée incessamment.

Au volet de la gouvernance des sociétés anonymes, rapporte la

MAP, un projet de loi est en cours de mise au point pour introduire les souplesses nécessaires permettant notamment la tenue à distance, en cette période d'état d'urgence sanitaire, des réunions des organes délibérants, particulièrement en ce qui concerne les arrêtés des comptes, souligne le ministère.

Par ailleurs, le CVE a signalé que la capacité de l'économie marocaine à surmonter cette crise passera inéluctablement par une collaboration étroite entre l'Etat et les entreprises. "Cette collaboration nécessitera, de la part des entreprises, de faire preuve d'un véritable sens de responsabilité. C'est dans ce sens que le comité veillera au respect des règles d'octroi des aides aux entreprises qui sont en difficulté. Un décret, explicitant les nouvelles conditions d'octroi des aides, est en cours de finalisation", relève le ministère.

Parallèlement aux actions et mesures de court-terme pour ré-

pondre aux urgences de la crise sanitaire, ledit comité s'est accordé sur une méthodologie de conduite de la réflexion prospective visant à élaborer des scénarios soutenables pour les deux phases à venir: le redémarrage progressif des différents secteurs d'activité et la relance vigoureuse de l'économie nationale. Les moyens à mobiliser pour chaque scénario seront ainsi dégagés.

Cette 4ème réunion de travail du comité a été aussi consacrée à la présentation de l'évolution de la situation économique et financière du pays et au premier bilan de la mise en œuvre des mesures jusqu'à déployées. Ainsi, l'analyse des derniers indicateurs conjoncturels disponibles a permis de révéler que le comportement des différents secteurs de l'économie nationale face à cette crise n'a pas été homogène. En effet, certaines branches d'activité, particulièrement celles qui dépendent de la demande étrangère et celles à l'arrêt par dé-

cision des pouvoirs publics, ont été lourdement impactées, alors que d'autres ont maintenu leur dynamisme, bénéficiant des mesures entreprises pour la préservation des emplois et le soutien du pouvoir d'achat ou de continuité de la demande à l'international.

Par la suite, le CVE a examiné le 1^{er} bilan des mesures de soutien en faveur des entreprises en difficulté, des salariés affiliés à la CNSS et des chefs de ménage opérant dans le secteur informel, soutenues par le Fonds spécial pour la gestion du Covid-19, suivant les Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. A cet égard, tous les membres ont pris acte de l'opérationnalisation réussie de ces mesures, grâce à la forte mobilisation et aux efforts consentis par toutes les parties prenantes, sous l'impulsion de SM le Roi.

La prochaine réunion du Comité de veille économique est prévue le lundi 20 avril, conclut le communiqué.



Quatrième réunion de travail du Comité de veille économique à Rabat

Le creusement du déficit de liquidité du système bancaire devrait s'accentuer en 2020

Le creusement du déficit de liquidité du système bancaire devrait se poursuivre en 2020 à un rythme plus accentué, sous l'effet d'une poursuite de la hausse tendancielle de la circulation fiduciaire, qui sera amplifiée par la panique générée par la pandémie du coronavirus, selon la note annuelle macro-économique et taux de CDG Capital.

De même, "le fort recul des flux financiers en provenance de nos partenaires commerciaux, particulièrement les flux du tourisme et les transferts des MRE, devrait réduire le potentiel de compensation du déficit commercial, générant ainsi un impact baissier sur les réserves de change du Royaume", indique CDG Capital dans sa note intitulée "Economie

nationale et marché de taux face aux enjeux du Covid-19 et de la sécheresse". Face à cette situation, la banque centrale devrait continuer à utiliser les instruments classiques pour alimenter le marché en cash, notamment les avances à 7 jours sur appel d'offres, relève la même source. Toutefois, rapporte la MAP, face à une accentuation du déficit et en vue de combler les besoins structurels de cash des banques, le recours de la banque centrale aux instruments de long terme sera plus important principalement les pensions livrées à long terme, les prêts garantis et les swaps de change, poursuit CDG Capital.

En 2019, le déficit de liquidité du système bancaire s'est globalement creusé, passant à une

moyenne annuelle de 77 milliards de dirhams (MMDH) contre 62 MMDH une année auparavant, indique la même source, expliquant cette accentuation essentiellement par une hausse de la circulation fiduciaire de 15 MMDH à 249 MMDH à fin 2019, soit une augmentation nominale quasi-similaire à celle des deux années précédentes.

L'augmentation tendancielle de cet agrégat monétaire, reflétant le volume monétaire qui circule hors circuit bancaire, s'explique principalement par l'expansion de l'économie informelle et du marché des changes parallèle, fait remarquer CDG Capital.

Cependant, bien que le déficit extérieur se soit creusé davantage en 2019, les réserves de change



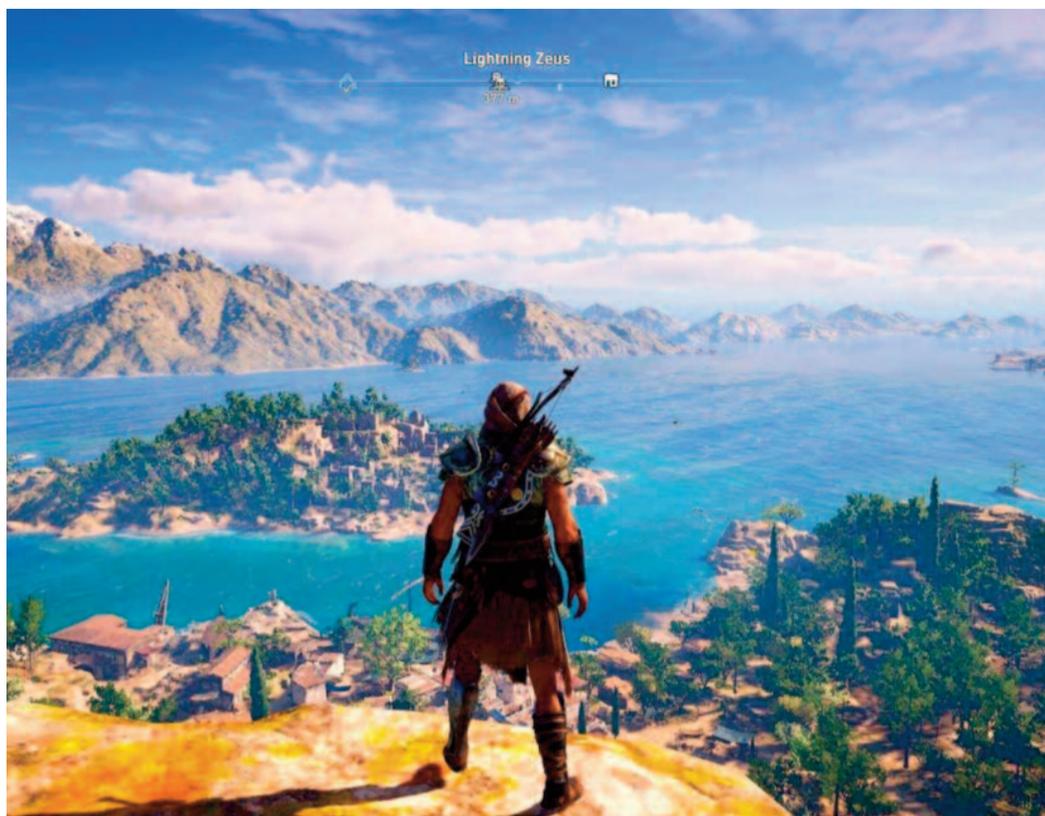
ont augmenté suite à deux opérations importantes, en l'occurrence un tirage d'environ 6,9 MMDH, enregistré en avril, sur un prêt de

la Banque mondiale et la sortie à l'international du Trésor public, en novembre pour un montant avoisinant les 10,6 MMDH.

Jeux open world

Art & culture *La promesse d'une liberté de mouvement temporairement suspendue*

Pour échapper à l'asphyxie du domicile, les titres sont légion mais ils ne se valent évidemment pas.



A l'heure où l'extérieur s'est transformé en zone interdite, des dizaines de milliers de personnes se réfugient dans les jeux vidéo. Mais pas n'importe lesquels. Apparu discrètement depuis une dizaine d'années dans des jeux de rôle, communément appelés RPG (Role Playing Games), l'«open world», ou «monde ouvert» n'est plus uniquement une grosse tendance. Il est aujourd'hui le creuset de nos envies d'ailleurs, de liberté et de paysage à perte de vue. Un besoin légitime quand on ne peut plus aller plus loin que son balcon.

Les open world sont des paradis artificiels. La promesse d'une liberté de mouvement temporairement suspendue. Ils sont devenus quasi-incontournables même pour ceux qui n'y adhéraient pas. Amine peut en témoigner. S'il ne s'est jamais vraiment délesté de son amour pour les jeux vidéo du haut de ses trente ans et malgré une activité professionnelle intense, il concède : «Depuis que je suis confiné, je joue quasi-exclusivement à des jeux en mode ouvert, à l'instar de Yakuza ou Infamous. Mais je dois vous avouer que j'ai un faible pour The Witcher 3. Une quête grandiose qui me procure un sentiment de liberté. Ça m'apaise».

Amine n'est évidemment pas un cas isolé. Plusieurs gamers marocains partagent le même sentiment : un attrait particulier, plus que d'habitude en tout cas, pour les jeux au monde ouvert. Cette recherche d'une liberté dans les espaces immenses fournie par le monde ouvert n'est pas dénuée de sens surtout que «l'open world est

cette utopie du tout est possible», comme l'a expliqué il y a quelques mois lors d'une table ronde Sébastien Genvo, professeur et chercheur à l'UFR sciences humaines et sociales de Metz.

Idéales pour nos heures confinées, ces échappées à fonds perdu où se mêlent envie réelle et monde imaginaire sont l'apanage du New York de GTA III ou de Florence des Borgia sur Assassin's Creed II. Sculptées fidèlement avec un sens du détail époustouflant, ces terres numériques demeurent tout de même au service du jeu vidéo et de la quête de son personnage principal. Deux notions capitales, véhiculées par des contraintes et tensions qui vont nécessairement perturber cette promesse de liberté. Une manière d'ajouter un zeste d'imprévu sans lequel les jeux vidéo en open world ne seraient qu'un vaste champ où se promener n'aurait plus aucun intérêt. L'idée peut être intéressante, mais un temps seulement. Le temps que l'ennui envahisse l'esprit du gamer et plombe son moral.

Pour échapper à l'asphyxie du domicile, les titres sont légion mais ils ne se valent évidemment pas. Au moment d'annoncer la sortie d'un nouvel opus d'Assassin's Creed, la communication d'Ubisoft était avant tout axée sur le cadre, le où et le quand. Une nette fracture avec l'époque où les nouveautés du Gameplay étaient le principal atout de vente. Aujourd'hui, la reproduction minutieuse des espaces prime, agrémentée d'une prégnante volonté de faire de l'open world un parc d'attractions. Une profusion

de manèges qui frise parfois le gavage tant les dispositifs se ressemblent et se répètent, destinés à exploiter les capacités souvent surnaturelles du personnage principal mais aussi à divertir en permanence le gamer.

Sauf que voilà, dans Assassin's Creed, cette liberté est guidée. Dans ce monde ouvert, certaines portes sont fermées. Des zones inaccessibles. Une sorte de confinement dans le confinement. Des restrictions qui peuvent sembler contradictoires avec l'idée de monde ouvert, mais elles visent à conserver l'intérêt des joueurs volages. Et contrairement au nôtre, il suffit de remplir certaines missions pour pouvoir passer au niveau suivant et accéder à de nouveaux territoires jusque-là interdits. D'autant que l'inverse peut s'avérer contre-productif. Un monde ouvert avec trop de liberté et sans aucune contrainte finit par devenir barbant. Dans Morrowind (2002) par exemple, le joueur est livré à lui-même dans un monde presque sans aucune indication. L'expérience est pénible.

Entre les territoires balisés d'Assassin's Creed et ceux de Morrowind, il existe un juste milieu avec Zelda : Breath of the Wild (2017). «Un jeu qui rend mes journées meilleures. Il assouvit mon envie d'accomplir des missions, d'achever des quêtes, bref il me permet d'avoir des objectifs tout au long de la journée», nous confie Mehdi, 20 ans, confiné depuis plus d'un mois chez lui sans aucun contact avec l'extérieur excepté via le monde onirique de Zelda.

Dans ce titre que l'on doit à la firme ja-

ponaise Nintendo, le joueur est lâché au beau milieu d'une gigantesque plaine. Au loin, se dresse un château noir où tout se terminera. Foncer dessus tête baissée est une mauvaise idée. Il faut s'y préparer. Cet équilibre entre le «qu'est-ce que je dois faire ?» et le «qu'est-ce que je sais faire ?», Zelda l'a réussi. De tout le monde ouvert, Breath of the Wild est l'un des jeux les plus marquants de ces dernières années. Il a ainsi su comment allier l'espace esthétique et l'espace du level design, soit le processus dans la création de jeu vidéo qui s'occupe de la réalisation des niveaux ou «cartes». Mais la différence la plus marquante entre Assassin's Creed et Zelda tient dans le fait que là où la carte se remplit automatiquement d'indicateurs de quête dans Assassin's Creed, dans Zelda vous n'avez nul autre choix que de disposer vous-mêmes des marqueurs sur les zones qui vous semblent intéressantes. Enfin, on ne pouvait conclure sans citer la simulation spatiale Elite : Dangerous. Un jeu dont la particularité est de n'assigner aucun objectif au gamer. Libre à lui de choisir son destin entre prendre son petit vaisseau et grimper les échelons des factions dans des combats en ligne ou bien tout simplement de s'acheter un véhicule qui lui permettra d'extraire des minerais sur une ceinture d'astéroïdes et d'en faire commerce. A la lumière de toute cette palette de jeux «open world», vous avez le choix. Vous trouverez certainement un monde ouvert pour faire passer l'amère pilule du confinement.

Chady Chaabi

Le Festival de Cannes contraint de "se réinventer"



Pas de Croisette, ni de starlettes a priori pour le 73ème festival de Cannes qui ne renonce pas pour autant à son édition 2020 en réfléchissant à de nouvelles "formes" pour exister, sur fond de crise sanitaire. Le rendez-vous mondial du 7e art, qui s'est choisi cette année l'Américain Spike Lee pour président du jury,

était resté silencieux depuis l'annonce lundi soir par le président français Emmanuel Macron que les grands festivals et événements ne pourront se tenir, "au moins jusqu'à mi-juillet", en raison du coronavirus. "Il apparaît désormais difficile de penser que le Festival de Cannes puisse être organisé cette année sous

sa forme initiale", ont admis ses organisateurs mardi après-midi. "Néanmoins, nous avons commencé lundi soir de nombreuses consultations dans le milieu professionnel en France et à l'étranger. Elles s'accordent sur le fait que le Festival (...) doit continuer à étudier l'ensemble des éventualités permettant d'accompagner l'année cinéma en faisant exister les films de Cannes 2020 d'une manière ou d'une autre", ont-ils ajouté.

Programmé chaque année au mois de mai, le festival, couplé au Marché du film, attire 40.000 professionnels et environ 200.000 spectateurs. Il avait déjà refusé de capituler mi-mars, face à l'épidémie de coronavirus, envisageant dans un premier temps un report fin juin-début juillet. "Les films réalisés dans l'op-

tique d'aller à Cannes, car beaucoup se font et se calent sur le calendrier du festival, ont besoin d'une caisse de résonance", expliquait encore récemment à l'AFP Richard Patry, le président des exploitants de salles en France. La tenue, "d'une façon ou d'une autre", du festival "serait une forme de coup de projecteur sur le redémarrage de la planète cinéma", soulignait alors ce membre du conseil d'administration cannois, alors que les salles de cinéma, en France comme dans de nombreux pays, sont portes closes. De nombreux films, attendus au printemps, ont ainsi repoussé leur date de sortie comme le prochain James Bond et d'autres superproductions comme "Top Gun 2", "Mulan" ou "Wonder Woman 1984".

Palme d'or 2019 et énorme suc-

cès au box-office, "Parasite" du Sud-Coréen Bong Joon Ho a ainsi remporté l'Oscar du meilleur film à Hollywood, une première pour un film en langue étrangère. Le festival a déjà connu des éditions chahutées dont celle de 1968, interrompue après une fronde menée par des cinéastes, Godard et Truffaut en tête, en soutien au mouvement étudiant et ouvrier. Mais cette année, il va devoir aller plus loin et se réinventer. Mais sous quelle forme?

Alors que le festival d'animation d'Annecy prépare une édition numérique, Cannes s'opposait encore il y a peu à cette stratégie. "Pour Cannes, son âme, son histoire, son impact, c'est un modèle qui ne pourrait pas marcher", tranchait Thierry Frémaux, son délégué général, dans un récent entretien à Variety.

La mauvaise nouvelle de Gad Elmaleh à ses fans



L'annonce d'Emmanuel Macron a fait grand bruit. Le lundi 13 avril, le président français a annoncé la prolongation des mesures de confinement jusqu'au 11 mai prochain. Une décision qui signifie le report ou l'annulation de tous les spectacles. C'est le cas pour l'humoriste Gad Elmaleh. En effet, son spectacle nommé D'Ailleurs va être repoussé de plusieurs mois. C'est l'artiste lui-même qui a annoncé cette information sur son compte Twitter : "Au vu des nou-

velles mesures annoncées par le président de la République, Live Nation est au regret de devoir décaler le début de la tournée D'Ailleurs de Gad Elmaleh, prévue dès le 28 avril, après l'été", peut-on lire dans un communiqué diffusé ce mardi 14 avril.

Une très mauvaise nouvelle pour les fans de l'artiste, qui ont tout de suite réagi, contraints pour certains de se faire rembourser. La société de production Live Nation a d'ailleurs encouragé les acheteurs à se "rapprocher de

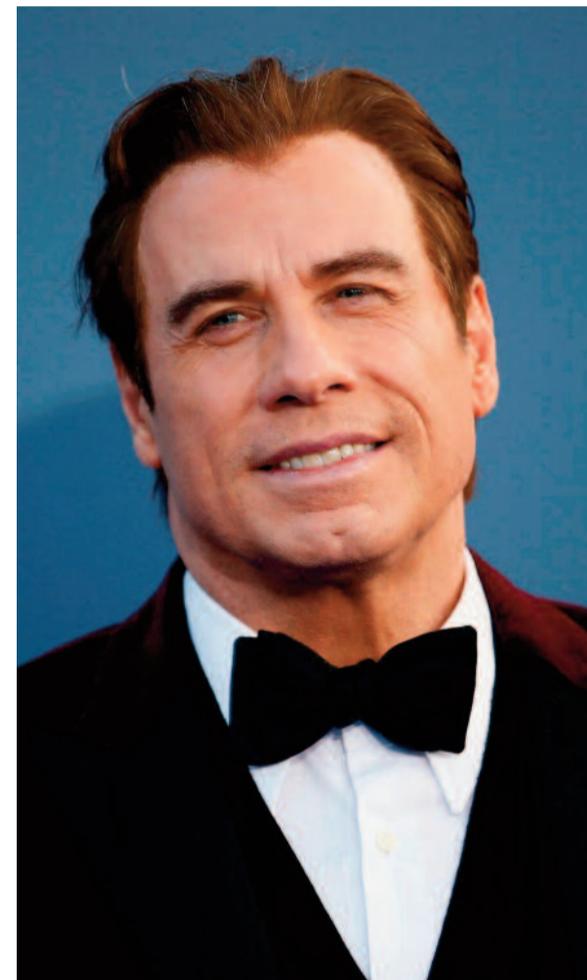
leur point de vente pour connaître les nouvelles dates ou pour être remboursés en cas d'annulation". En attendant d'avoir de meilleures nouvelles à annoncer, Gad Elmaleh va pouvoir continuer à aider les personnes fragiles, susceptibles d'être touchées par le virus. En effet, régulièrement, l'humoriste appelle des personnes âgées isolées, fragiles, en cette période de confinement. Une belle action qu'il réalise avec Franck Dubosc, ou encore Claude Lelouch.

Bouillon

de culture

John Travolta

Il y a 11 ans, John Travolta vivait un véritable drame familial. Le 2 janvier 2009, son fils Jett décédait brutalement à l'âge de 16 ans d'une crise cardiaque. L'adolescent était atteint du syndrome de Kawasaki, une maladie infantile touchant les artères. Mardi 14 avril, l'acteur a rendu hommage à son fils disparu en lui souhaitant son anniversaire. Sur Instagram, John Travolta a posté un beau cliché en noir et blanc où l'on peut le voir avec Jett, qui aurait fêté ses 28 ans le 13 avril. "Joyeux anniversaire Jetty. Nous t'aimons", a-t-il simplement écrit pour accompagner la photo. La publication de l'acteur a été commentée en masse par ses abonnés, qui lui ont envoyé leurs messages de soutien. Kelly Preston, épouse de John Travolta, a elle aussi rendu hommage à son fils disparu sur le réseau social.



Abdelouahab Aissaoui remporte le Prix international de la fiction arabe

Le jeune écrivain algérien Abdelouahab Aissaoui a remporté mardi à Abou Dhabi le Prix international de la fiction arabe pour son roman "The Spartan Court", une fresque sur la colonisation française de l'Algérie au début du 19^{ème} siècle. Soutenu par la Fondation britannique Booker Prize et financé par l'émirat d'Abou Dhabi, le prestigieux prix littéraire est remis chaque année à des auteurs contemporains de langue arabe dans le but de promouvoir les écrivains de la région sur la scène littéraire internationale. "The Spartan Court" (La Cour de Sparte) d'Abdelouahab Aissaoui, publié en 2018 par les éditions algériennes Dar Mim, est le lauréat du 13^{ème} Prix international de la fiction arabe (IPAF), ont indiqué les organisateurs sur leur site internet. La cérémonie a dû être annulée en raison des restrictions liées à la pandémie du nouveau coronavirus. C'est la première fois qu'un romancier al-

gérien remporte ce prix. Ce roman là n'a pas été traduit en français. Né en 1985 à Djelfa (nord de l'Algérie), Abdelouahab Aissaoui a reçu plusieurs récompenses dans son pays et dans le monde arabe pour ses précédents romans. "The Spartan Court" dépeint la vie de cinq personnages, trois Algériens et deux Français, entre 1815 et 1833 à Alger. Il "invite le lecteur à mieux comprendre la vie sous occupation et les différentes formes de résistance qui s'y opposent", a déclaré l'écrivain et critique Muhsin al-Musawi, président du jury de cette édition. "Avec sa structure narrative profonde et historique, le roman ne vit pas dans le passé, mais il invite plutôt le lecteur à remettre en question la réalité actuelle", a-t-il ajouté, selon le site de l'IPAF. La remise du prix s'accompagne d'une récompense de 50.000 dollars (plus de 45.00 euros) et le financement de la traduction anglaise du roman.



La Bundesliga se prononcera le 23 avril sur une éventuelle reprise



La Ligue allemande de football (DFL) a repoussé au 23 avril son assemblée générale virtuelle, qui doit décider d'une date et des conditions d'une éventuelle reprise des compétitions à huis-clos.

L'assemblée, programmée vendredi, est renvoyée au jeudi suivant. "L'objectif de ce report est de donner plus de temps aux clubs et à la DFL pour préparer les décisions à venir", indique mardi dans un communiqué la Ligue allemande, qui fédère les 36 clubs de Bundesliga et de deuxième division.

Pour l'instant, les deux championnats sont officiellement interrompus jusqu'au 30 avril, en raison des mesures de lutte contre l'épidémie de coronavirus.

Pour se prononcer, les autorités du football allemand doivent de toute façon attendre les décisions du pouvoir politique. La chancelière Angela Merkel et les chefs des 16

Etats régionaux devaient décider mercredi de la suite des mesures de confinement lancées à la mi-mars et prévues en l'état jusqu'au 19 avril.

"Un retour étape par étape à la normalité" a été prudemment évoqué par le ministre de la Santé Jens Spahn, mais la réunion de mercredi devait fixer les grandes lignes pour les semaines à venir. Quoi qu'il arrive, d'éventuels matches devront se jouer à huis-clos, la réouverture des stades et des salles de spectacle n'étant pas envisagée avant plusieurs mois.

La position de la Ligue allemande n'a pas varié depuis plusieurs semaines: la Bundesliga devra reprendre dès que les autorités donneront leur feu vert, sans public si nécessaire. L'objectif étant de récupérer au moins les droits télévisés dus pour les 9 dernières journées, et éviter ainsi une catastrophe économique qui mettrait de nombreux clubs à genoux.

"Nous serons prêts", dit le président de la Ligue Christian Seifert, qui insiste toutefois sur l'absolue priorité des consignes sanitaires données par les pouvoirs publics: "Nous ne devons pas donner l'impression que le football vit dans son propre monde et ignore la réalité", dit-il.

La Ligue devra notamment travailler sur des protocoles qui permettront d'accueillir dans les stades tout le personnel nécessaire à la bonne tenue d'un match (opérateurs télé, secouristes, sécurité, équipes, officiels et journalistes) tout en respectant les consignes sanitaires.

Le 23 avril est également la date où l'UEFA devrait réunir son comité exécutif, alors qu'elle doit ébaucher un calendrier pour caler la fin des championnats nationaux et des compétitions européennes interrompues à cause de la pandémie de nouveau coronavirus.

La MLS pourrait écourter sa saison

La Ligue nord-américaine de football (MLS) a reconnu mardi qu'il était "extrêmement improbable" que sa saison reprenne comme espéré à la mi-mai et a laissé entrevoir la nécessité de devoir l'écourter, compte tenu de l'évolution de la pandémie de Covid-19.

"Bien que nous espérons rejouer à la mi-mai, cela apparaît extrêmement improbable étant donné les directives des autorités sanitaires fédérales et locales", a déclaré la MLS dans un communiqué.

Le 19 mars, la Ligue avait suspendu son championnat pour deux mois en raison de la pandémie, après seulement deux journées disputées.

"Notre objectif reste de jouer le plus de matchs possible, et bien qu'il nous reste actuellement suffisamment de dates pour jouer toute la saison, nous reconnaissons à ce stade que ça puisse devenir difficile de le faire", a admis la ligue.

Selon le calendrier, pour l'heure non modifié de la MLS, la saison régulière doit se terminer le 4 octobre, pour laisser place aux play-offs devant se dérouler jusqu'à la finale, le 7 novembre.

"Nous continuons d'en apprendre plus chaque jour grâce aux experts médicaux, et nous espérons avoir plus de détails dans les semaines à venir concernant le moment où nous pourrions jouer à nouveau", a déclaré la MLS.

À titre de mesure de prévention, la MLS a également interdit l'accès aux installations des équipes jusqu'au 24 avril au moins.

Les autres grandes Ligues sportives, également à l'arrêt, restent elles aussi suspendues à l'évolution du nouveau coronavirus aux Etats-Unis, où sont recensés plus de 590.000 cas, ayant entraîné plus de 24.700 décès, le total le plus élevé au monde.

Négociations au point mort entre Neuer et le Bayern



Les négociations pour une prolongation de contrat entre le Bayern Munich et Manuel Neuer sont au point mort, et l'émblématique gardien n'a pas du tout apprécié de voir les détails des pourparlers divulgués dans la presse, rapporte mardi le magazine allemand Kicker.

Le contrat de Neuer, âgé de 34 ans, expire en juin 2021. Les deux parties semblent prêtes sur le principe à prolonger, mais à des conditions radica-

lement différentes.

Si les discussions échouent, Neuer pourrait partir libre en juin prochain. Manchester City et Chelsea auraient déjà fait part de leur intérêt, selon Kicker.

"La volonté de reprendre les négociations est très faible", affirme le média allemand sous la plume de son reporter en chef Karlheinz Wild, "il pourrait encore se passer des semaines, voire des mois, avant une décision définitive. Les positions

se sont pour le moment trop durcies".

Selon les journaux allemands, Neuer réclame une prolongation jusqu'à 2025. Le Bayern n'est prêt à aller que jusqu'à 2023: Neuer aura alors 37 ans. Par ailleurs, l'agent du joueur Thomas Kroth aurait demandé pour son protégé un salaire de 20 millions par an, plus que l'offre du Bayern.

Ces fuites ont mis Neuer hors de lui, affirme Kicker: "La relation de confiance entre le joueur et le club est, dit-on, sérieusement ébranlée", écrit le magazine.

Légende vivante du football allemand, quatre fois désigné meilleur gardien du monde, champion du monde 2014 avec l'équipe nationale, Neuer est toujours le capitaine du Bayern, avec qui il a disputé 373 matches depuis son arrivée de Schalke en 2011. Son bilan: 266 buts encaissés (moyenne 0,71 par match) et 189 fois invaincu.

Par ailleurs, et quoi qu'il en dise publiquement, Neuer aurait été irrité par l'annonce de l'arrivée au club la saison prochaine du très ambitieux Alexander Nübel, le gardien de 23 ans de l'équipe nationale Espoirs. Nübel vient lui aussi de Schalke, dans le but avoué de prendre un jour la succession de son glorieux aîné.

Le Bayern, affirme la presse, a promis au moins dix matches officiels par saison à Nübel. L'information n'a pas été confirmée officiellement, mais Neuer y a déjà répondu: "Je ne suis pas un figurant, je suis un acteur, je veux toujours jouer", a-t-il lâché.

Les coupes d'Asie auront bien lieu en 2020

Les coupes d'Asie de football, reportées jusqu'à nouvel ordre en raison de la pandémie de Covid-19, auront bien lieu en 2020, a promis mercredi le secrétaire général de la Confédération asiatique (AFC) Windsor John interrogé par l'AFP.

La Ligue des champions asiatique et l'AFC Cup (équivalent asiatique de la Ligue Europa) "se joueront toutes deux cette année. Nous avons encore du temps", a assuré le Malaisien.

De nouvelles dates pourraient être fixées d'ici à fin avril et les matches se joueront à huis clos "si c'est ce que les autorités sanitaires réclament".

Les deux compétitions de clubs ont été suspendues en mars, en pleines phases de groupes.

L'AFC justifie sa volonté de les maintenir "pour des raisons sportives et pour honorer des obligations commerciales".

Les Bleus neuf mois sans jouer

Un tunnel à gérer



Champions d'un monde actuellement suspendu au coronavirus, les internationaux français risquent de devoir attendre septembre pour se retrouver à nouveau, au moins neuf mois après leur dernier rassemblement. Pas idéal en vue de l'Euro de football, désormais prévu en 2021 au bout d'une saison probablement chargée.

Entre Tirana (Albanie), lieu du dernier match de l'équipe de France le 17 novembre, et la Suède, lieu du prochain rendez-vous a priori prévu le 5 septembre en Ligue des nations, ce seront près de 300 jours écoulés sans arborer le maillot à deux étoiles pour les hommes de Didier Deschamps.

Une parenthèse presque inédite dans l'histoire de la sélection: il faut en effet remonter à l'année 1947 pour voir une période aussi longue sans rencontre des Bleus. En ces temps d'après-guerre, la victoire contre le Portugal à Colombes en mars (1-0) avait mis fin à une disette de plus de

10 mois, débutée en mai de l'année précédente.

Cette fois, la pandémie de Covid-19 a eu progressivement raison de tout le calendrier international du printemps 2020. L'Euro, d'abord, a été reporté à juin 2021 dès la mi-mars pour laisser aux compétitions de clubs la possibilité de terminer leur saison. Puis, successivement, les fenêtres internationales de mars, pour cause de crise sanitaire, puis de juin, là aussi pour libérer des créneaux aux clubs, ont été reportées.

Non sans froisser la Fédération française, attentive malgré l'urgence à son football de sélection. "J'aimerais bien qu'on tienne compte un peu plus des équipes nationales, car les fédérations en Europe et dans le monde vivent économiquement de leurs matches. On en a dix par an, ils doivent être protégés", expliquait à l'AFP son président Noël Le Graët fin mars.

Pour les Bleus, l'été risque d'être bien rempli. Nombre d'entre eux sont

encore engagés dans de multiples compétitions, entre championnat et coupes d'Europe, autant de trophées que le football mondial compte bien attribuer malgré la crise.

Entre la saison actuelle à finir et la prochaine à débiter, il faudra pourtant trouver le moyen d'organiser des matches internationaux. "J'ai conscience que nous devons protéger les équipes nationales car le football international constitue pour la grande majorité (des fédérations) une question de survie", a en effet insisté il y a quelques jours Gianni Infantino, le patron de la Fifa, instance chapeautant le calendrier international.

Pas question donc, pour le moment, d'annuler les prochaines périodes de rassemblement. Selon plusieurs sources proches des instances, le scénario actuellement à l'étude au sein des autorités du football et apprécié des fédérations comprend le maintien de toutes les périodes internationales de la saison 2020-2021

aux créneaux préétablis (septembre, octobre, novembre 2020, mars 2021), chacun d'entre eux se voyant densifié avec un match supplémentaire, mais pas rallongé.

Dans cette optique, en septembre 2020, les Bleus pourraient donc disputer, entre leurs rencontres face à la Suède et la Croatie en Ligue des nations, un match amical supplémentaire, par exemple contre l'Ukraine ou la Finlande, avec qui des "accords" avaient été signés pour des amicaux en mars.

Ainsi, étalée sur les quatre trêves internationales, cette reprogrammation permettra de "compenser tous les reports" du printemps, selon une source proche du dossier. D'un point de vue sportif, ce match amical supplémentaire, dont l'intérêt risque d'être moindre, pourra également servir aux sélectionneurs pour tester de nouveaux joueurs, de nouveaux schémas.

"Les matches vont s'accumuler, entre compétitions nationales et inter-

nationales. Cela pourrait devenir un problème, il faudra savoir s'adapter", pointe le sélectionneur italien Roberto Mancini.

Pour les Azzurri comme pour les Bleus en effet, il y a le bon côté - possiblement jusqu'à 12 matches pour se préparer à l'Euro entre septembre et mars -, mais aussi le mauvais: les blessures en cascade que ce calendrier pourrait entraîner. Deschamps ayant régulièrement fustigé les "calendriers démentiels" du foot moderne.

Ainsi, le sélectionneur sera certes ravi de voir les actuels blessés (Lucas Hernandez, Paul Pogba, N'Golo Kanté, Ousmane Dembélé, Florian Thauvin, Kingsley Coman, Hugo Lloris...) disposer de plus de temps pour se remettre en forme en vue du Championnat d'Europe.

Mais à l'inverse, le vieillissement des cadres bleus les expose un peu plus aux blessures. Et l'accumulation de matches risque de venir garnir l'infirmerie des champions du monde...

L'horizon du football français se dégage un peu



Lannonce d'une levée progressive du confinement à compter du 11 mai a apporté quelques réponses au football français, entretenant l'espoir d'achever avant fin juillet sa saison suspendue à cause du coronavirus. Mais si reprise il y a, en juin, le huis clos risque d'être inévitable.

Dans une allocution télévisée lundi soir, le président français Emmanuel Macron a partiellement clarifié deux inconnues de la complexe équation qui

préoccupe la Ligue de football professionnel (LFP) depuis plusieurs semaines pour dessiner le calendrier de sa reprise.

La première, c'est la date du 11 mai comme point de départ du déconfinement, qui assure aux clubs du Championnat que toute reprise des entraînements avant cette date sera exclue. La LFP a fait savoir mardi qu'elle attendait désormais, avant de présenter un "plan de reprise", les "précisions" du gouvernement sur son "plan de dé-

confinement", qui doit être dévoilé dans les quinze prochains jours.

La seconde, c'est l'interdiction de tout événement rassemblant un "public nombreux" jusqu'à la mi-juillet, ce qui suggère, dans l'attente de modalités devant être précisées "chaque semaine" à partir de mi-mai, qu'aucune rencontre ne pourra accueillir de public jusqu'à cette date.

Sans surprise, selon un membre du bureau de la LFP interrogé par l'AFP: "Cela fait un moment qu'on n'imaginait plus reprendre avec des spectateurs", souligne-t-il, en dépit du mécontentement des supporters devant cette perspective.

"Pour la reprise des championnats, pour l'instant, l'horizon s'assombrit quand même", estime de son côté une source au fait des discussions sur la suite de la saison, ajoutant redouter que "cela ne reprenne pas du tout".

Certains affichent pourtant leur optimisme. Si les entraînements sont autorisés dès le 11 mai, "cela peut coller", précise un membre du Bureau de la LFP: l'instance a en effet tablé la semaine dernière sur une reprise des entraînements "à partir du 3 mai, avec un volant de 15 jours".

A partir de ces considérations, et

des dates "privilegiées" de reprise de la saison suivante fixées au 23 août pour la Ligue 1 depuis vendredi, un "rétro-planning" se dessine.

L'une des bases de travail, considérée tantôt comme une "hypothèse" selon un membre du Bureau, tantôt comme "le scénario privilégié" par un autre membre, est de reprendre la saison, stoppée à la 29e journée, le 17 juin, ce qui laissera aux joueurs au moins quatre semaines pour se réathlétiser. Précisément le laps de temps nécessaire le plus souvent évoqué par les différents acteurs interrogés.

Viendrait ensuite un sprint final infernal, avec deux journées disputées par semaine, jusqu'au 25 juillet, jour de la 38e et ultime journée. Un calendrier auquel il faudra ajouter les deux finales de Coupes, que les organisateurs souhaitent disputer avec des spectateurs. Ainsi que les barrages d'accession Ligue 1-Ligue 2, dans ce scénario fin juillet ou début août.

L'intérêt de ce calendrier encore hypothétique? En établissant des dates pour redémarrer 2020-2021, il permet, selon une source proche du dossier, de "sécuriser" la saison prochaine, celle de l'explosion des droits TV, dépassant pour la première fois le milliard d'euros

annuel avec l'arrivée d'un nouveau diffuseur, le groupe espagnol Mediapro.

Et il laisse entrevoir la possibilité de voir versée au moins une partie des droits TV de la saison actuelle, pour le moment suspendus par beIN Sports et Canal+. Même si toutes les journées ne pouvaient pas se jouer, cela permettrait de sauver une part de cette manne essentielle pour les clubs (36% de leurs recettes en 2018-19 selon la DNCG).

Ce calendrier hypothétique reste néanmoins suspendu à de nombreux éléments. "Il n'y a pas beaucoup de certitudes malgré tout à l'heure actuelle", pointe un président de Ligue 1. "Que se passera-t-il s'il faut reconfiner une deuxième fois après le 11 mai?", s'interroge-t-il, préférant considérer le "pire" scénario plutôt que rester accroché au "meilleur".

En plus de l'évolution de la crise sanitaire et des modalités du déconfinement, ce planning ne fonctionne que si l'UEFA reporte à août la fin de ses compétitions européennes, Ligue des champions en tête. Une hypothèse que la Confédération européenne a esquisse auprès des Ligues, selon plusieurs acteurs du football français, mais qu'elle doit encore entériner en comité exécutif le 23 avril.

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

MAISON DE FAMILLE	DE BAS EN HAUT: POGNE	CRACK	STÉRILET	PIGE LA PREMIERE DAME	HURLEMENT	MYSTÈRE
PANCARTE		TERME ANGLAIS	ÉPÉE		NOTE PAS PRO	
TÊTE DE RIDEAU		A LA GOMME FIN DE PARTIE		INUTILE		
CHEF D'UNE BANDE			GRECQUE	PRÉPOSITION VENTILÉ		FLOTTE
		RÉCUSA SACRÉ			COUP DE BOMBE	
COCAÏNE	HERBE À FLEURS BLEUES	BAC			LETTRES D'INFORMATION	
			LETTRES D'ÉRASME		RADINERIE TÊTE DE MELON	
PARTIR	DE BAS EN HAUT: CLIQUE	DE BAS EN HAUT: PETITE QUANTITÉ	POSSESSIF	EN GREVE UNITÉ DE VALEUR	FIN DE PARCOURS	QUI A UNE FIN
			CONNU NOTE		COMPLIQUÉ BOUCLIERS	
BIEN FAMILIER	PASSAT POTE					
STUPIDE				CENTIME ADVERBE	FIN DE VERBE	FORME D'AVOIR
VAGUE			CRITIQUE			
BLEU				SUITE		

Solution mots flechés d'hier

EMPLOI-TÉMENT	C	MAISON DE FAMILLE	DE BAS EN HAUT: POGNE	CRACK	STÉRILET	PIGE LA PREMIERE DAME	HURLEMENT	MYSTÈRE
	C	O	S	S	E	A	M	I
TÊTE DE LOUP	L	O	R	E	S	O	R	B
CHIFFRE	E	M	C	A	T	R	I	C
LETTRES DE PASSER	R	N	I	I	V	E	A	U
REACTIF	R	E	A	O	N	C	E	I
POUVA A BARGE	A	B	R	I	T	R	U	I
REPONSE	A	B	R	I	T	R	U	I
CHIFFRE	D	U	E	G	T	A	S	S
MARCHE/CUR	P	E	R	S	E	C	U	T
ET	M	E	C	S	E	N	S	E
LIE	E	R	E	S	D	E	S	U

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la Rédaction
Ahmed Saâidi

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmardi

Révision
Abdelmoumein Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Documentation
Nadia Ghazali

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Mustapha Elouizi
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
Liberation@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32
Fax de la rédaction:
0522 62.09.72
Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Yousseoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier DE PRESSE 130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération
Libération Maroc

2017
www.ojd.ma

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORizontalement

- 1- Mécanisme
- 2- Prête un de ses organes
- 3- Diplôme - Période
- 4- Règle - Vipère
- 5- Brame - Retins
- 6- Statue couchée - Appel de détresse
- 7- En dedans - Bons
- 8- Précis - Eclaté - Gagné
- 9- La mort à l'âme
- 10- Aber - Pilier de coin

VERTICALEMENT

- 1- En vogue à la télé
- 2- Au pied ! - Donneur de duvet
- 3- Niaises - Au stand
- 4- Sans mélange - Itou
- 5- Déduit - Forme d'avoir - Possessif
- 6- Sélénium - Séduit
- 7- Eut le cran - Capitale latine
- 8- Règle - Ville à tour - Préposition
- 9- Bradype - Risquent
- 10- Sombres - Indien

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	M	A	T	U	T	I	N	A	L	E
2	O	V	E		A	D	I	E	U	X
3	N	O	L	I	S	E		R	E	I
4	G	R	E	S		A	N	A		L
5	O	T		S	A	L	E	T	E	
6	L	E	V	U	R	E		I	N	O
7	I		R	E	A		M	O	R	S
8	S	P	A		B	R	U	N	E	S
9	M	A	I	L	L	E	S		N	U
10	E	T	E	T	E		E	N	E	E

Grilles de sudoku

Facile

		9	5	1					
					2	4	9		
2		3		6	9				
		3	1			6	9	8	
4				8					6
		9	8	1			5	7	
				6	2		1		5
		5	2	3					
					5	8	7		

Moyen

		8							6
				7	4			2	
		2	9				1		5
		5						8	3
		7	1	3	5	9			
3	9						5		
8	9			3	7				
	7		8	4					
2							6		

Difficile

4		1							
			7			1	3		
3				6			4	5	
		4							
			7	1	3	8	6		
								9	
9	8			1					7
	6	3			5				
						5	9		

Expert

		3		9				2	
	8		7	3					
	9	5	6						
6									7
	5	2				6	1		
9									4
					2	9	8		
				4	8		7		
1			7		4				

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

8	7	4	1	2	9	3	6	5
6	1	9	3	7	5	2	4	8
3	5	2	6	8	4	1	7	9
4	6	3	5	9	7	8	1	2
9	8	1	2	4	3	6	5	7
7	2	5	8	6	1	4	9	3
2	9	7	4	3	6	5	8	1
1	4	8	9	5	2	7	3	6
5	3	6	7	1	8	9	2	4

Moyen

6	5	7	3	2	4	1	8	9
1	2	8	9	5	7	6	4	3
9	4	3	6	8	1	5	7	2
2	3	9	7	1	6	4	5	8
7	8	5	4	3	2	9	6	1
4	6	1	5	9	8	3	2	7
8	1	4	2	6	9	7	3	5
3	7	2	1	4	5	8	9	6
5	9	6	8	7	3	2	1	4

Difficile

3	5	1	2	8	6	4	7	9
9	4	8	5	1	7	6	2	3
6	7	2	4	9	3	5	1	8
8	2	5	6	7	1	3	9	4
4	3	7	9	5	2	8	6	1
1	6	9	3	4	8	2	5	7
2	9	6	7	3	4	1	8	5
5	1	4	8	2	9	7	3	6
7	8	3	1	6	5	9	4	2

Expert

4	8	7	1	5	2	3	9	6
2	9	3	6	4	7	1	5	8
1	6	5	3	8	9	2	7	4
7	1	4	8	6	5	9	3	2
9	5	8	2	7	3	6	4	1
3	2	6	9	1	4	7	8	5
6	7	9	4	2	8	5	1	3
8	3	2	5	9	1	4	6	7
5	4	1	7	3	6	8	2	9

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche Maritime, du
Développement Rural et
des Eaux et Forêts
Direction Régionale de
l'Agriculture de Dakhla
Oued Eddahab
AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT

N° : 05/DRADOE/2020
Le 12/05/2020 à 11 heures
du matin, il sera procédé,
dans les bureaux de la Di-
rection Régionale de
l'Agriculture de Dakhla
Oued Eddahab à l'ouver-
ture des plis relatifs aux
travaux de creusement,

d'aménagement et d'équi-
pement d'onze points
d'eau dans la Région de
Dakhla Oued Eddahab.
Le dossier de l'appel d'of-
fres peut être retiré du bu-
reau des marchés de la
Direction Régionale de
l'Agriculture de Dakhla
Oued Eddahab ou télé-
chargé du site www.mar-
chespublics.gov.ma
Le cautionnement provi-
soire est fixé à 53.000,00
dhs (Cinquante Trois Mille
dirhams)
L'estimation des coûts des
prestations établies est de
3.499.089,60 dhs toutes

taxes comprises.
Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doi-
vent être conformes aux
dispositions des articles 27,
29 et 31 du décret n° 2-12-
349 du 08 jourada I 1434
(20 Mars 2013) relatif aux
marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis au bureau
d'ordre de la Direction Ré-
gionale de l'Agriculture de
Dakhla Oued Eddahab.
- Soit envoyer par courrier
recommandé avec accusé
de réception au bureau

précité.
- Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.
- Soit transmis leurs dos-
siers, par voie électronique,
au maître d'ouvrage.
Une visite des lieux est
fixée pour le 30/04/2020 ,
Le départ est prévu à 6
heures du matin devant le

siège de la Direction Régio-
nale de l'Agriculture de
Dakhla Oued Eddahab,
sise à avenue al oualae hay
My Rachid Dakhla
Les concurrents installés au
Maroc doivent fournir un
dossier technique conte-
nant une copie certifiée
conformes à l'original du
certificat de qualification et
classification définitif déli-
vré par le Ministère de

l'agriculture, de la pêche
maritime, du développe-
ment rural et des eaux et
forêts portant sur le do-
maine suivant :
- Branche : 2
- Qualification : 2.1
- Classe minimale : 1
Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
à l'article 5 du règlement
de la consultation.
N° 3323/PA

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU

DIRECTION PROVINCIALE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU DE TAZA.

Avis d'Appel d'Offre Ouvert N° 07/2020

Le 12/05/2020 à 10 h, il sera procéder dans les bureaux de la
Direction Provinciale de l'Equipement, du Transport, de la Logistique
et de l'Eau de Taza à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre
ouvert sur offre des prix pour :

**Travaux de renforcement en béton bitumineux de la RN29 entre les
PK 104+000 et PK 119+800 – Province de Taza.**

Le dossier d'appel d'offre peut être retiré au Bureau des
Marchés du Service Gestion et Programme de la Direction Provinciale
de l'Equipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Taza.

Il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés
publics à l'adresse www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :
(191 000,00 dhs) Cent Quatre Vingt et Onze Mille dirhams

L'estimation des coûts des prestations établie par la Maître
d'Ouvrage est fixé à la somme de : **(12 780 062,40 dhs) Douze
Million Sept Cent Quatre Vingt Mille Soixante Deux Dirhams
Quarante Centimes.**

Le contenue, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des
concurrents doivent être conforme aux dispositions des Articles 27, 29
et 31 du Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé
de réception au bureau précité
- Soit déposer leurs plis contre récépissé leurs plis dans le
bureau du Secrétariat de la DPETLE de Taza.
- Soit déposer leurs plis par voie électronique à partir du
portail des marchés publics
- Soit les remettre au président de la commission d'appel
d'offres au Début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article
9 du règlement de consultation.

Pour le dossier technique :

Pour les concurrents installés au Maroc

Les concurrents devront fournir une copie légalisée (certifiée
conforme à l'original) du certificat de qualification et de
classification suivant:

Secteur	Qualification	Classe
B Travaux routiers et voirie urbaine	B.6 - Assises traités et enrobés à chaud	2

Pour les Entreprises non installées au Maroc, ils doivent fournir le
dossier technique tel que prévu à l'article 9 du règlement de
consultation

N° 3322/PA

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE DE BENSLIMANE

AVIS DE CORRECTION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 6/2020 DU 28/04/2020 à 11 heures

la Directrice Provinciale de l'Equipement du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Benslimaneque l'appel
d'offres ouvert n° 6/2020 ayant pour objet le **Contrôle et suivi de la qualité des Travaux d'élargissement
et de renforcement de la RR 305 du Pk 63+200 au Pk 71+700 – Province de Benslimane-** Est corrigé
comme suit :

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés de la DPETLE de BENSLIMANE, il peut
également être tété charger à partir du portail des marchés de l'Etat et a partir de l'adresse électronique suivante
www.marchespublics.gov.ma

La qualification demandée est de :

Qualification
CQ3
CQ4
CQ5
CQ7

Au lieu de :

Qualification
CQ3
CQ4
CQ7

Le reste est inchangé.

N° 3321/PA

المملكة المغربية

وزارة الداخلية

ولاية جهة بني ملال خنيفرة

صالة الظيم بني ملال

دائرة بني ملال

قيادة أولاد يعيش

جماعة أولاد يعيش

إعلان عن ايداع و نشر مشروع قرار يقضي بتخطيط حدود الطرق العامة

مع تعيين العقارات المراد نزع ملكيتها لفتح مقاطع الطرق

رقم 42-51-52 و 64 مع إحداث ساحة عمومية

المشار إليها ب PL8 و المدار V29 المسطرين

بتصميم هيئة مركز أولاد يعيش المجاورين

لملعب كرة القدم SP2 بجماعة اولاد يعيش

إقليم بني ملال

طيلة مدة شهرين ابتداء من تاريخ نشر مشروع القرار الوارد نصه أسفله بالجريدة الرسمية، يودع ملف البحث و السجل
المعد لتدوين الملاحظات و التصريحات رهن إشارة العموم، بمقر جماعة أولاد يعيش خلال أوقات العمل الإدارية.

مشروع قرار

يقضي بتخطيط حدود الطرق العامة مع تعيين العقارات المراد نزع ملكيتها لفتح مقاطع الطرق رقم 42-51-52 و 64 مع إحداث
ساحة عمومية المدار إليها ب PL8 و المدار V29 المسطرين بتصميم هيئة مركز أولاد يعيش و المجاورين لملاعب كرة القدم
SP2 بجماعة أولاد يعيش (إقليم بني ملال).

المادة الأولى: يعلن ان المنفعة العامة تقتضي بتخطيط حدود الطرق العامة مع تعيين العقارات المراد نزع ملكيتها لفتح مقاطع
الطرق رقم 42-51-52 و 64 مع إحداث ساحة عمومية المشار إليها ب PL8 و المدار V29 المسطرين بتصميم هيئة مركز
اولاد يعيش و المجاورين لملاعب كرة القدم SP2 بجماعة اولاد يعيش (إقليم بني ملال).

المادة الثانية: تنزع بناء على ذلك ملكية القطع الأرضية اللازمة لهذه الغاية كما رسمت حدودها بحاشية ملونة في التصميم
الملحق بأصل هذا القرار و عينت في الجدول التالي:

رقم القطعة الأرضية بالتصميم	نوعيتها مراجعتها العقارية و مشتقاتها	المساحة المنزوعة بالمتر مربع	أسماء و عناوين الملاكين المقترضين
P1	جزء من رسم عقاري عدد 10/16088 أرض عارية خارجة عن سور المؤسسة التنظيمية	74	ملك خاص بالدولة تابع لوزارة التربية الوطنية (مدرسة اولاد يعيش)
P2	أرض عارية سفوية	204	ورثة احمد الصراوي
P3	رسم قسمة علي (غير محفظ)	1928	ورثة بنموسى موسى
P4	رسم عقاري عدد 10/51376 أرض عارية	1729	المصطفى زعواطي
P5	رسم شراء علي (غير محفظ) أرض عارية	1429	ورثة محمد شريف
	المساحة الإجمالية	5364	

المادة الثالثة: يفوض حق نزع الملكية الى السيد رئيس مجلس جماعة اولاد يعيش .

المادة الرابعة: يعهد الى رئيس مجلس الجماعة الترابية لأولاد يعيش بتنفيذ ما جاء في هذا القرار الذي ينشر بالجريدة الرسمية.

N° 3171/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT

N° : 06/DRADOE/2020
Le 12/05/2020 à 12 heures du matin, il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab à l'ouverture des plis relatifs aux travaux de creusement, d'aménagement et d'équipement de huit points d'eau dans la Région de Dakhla Oued Eddahab.

Le dossier de l'appel d'offres peut être retiré du bureau des marchés de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab ou téléchargé du site www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé 15.000,00 dhs (quinze Mille dirhams)
L'estimation des coûts des prestations établies est de 1.001.004,00 dhs toutes taxes comprises.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab.

- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit transmis leurs dossiers, par voie électronique, au maître d'ouvrage.

Une visite des lieux est fixée pour le 30/04/2020, Le départ est prévu à 6 heures du matin devant le siège de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab, sise à avenue al oualae hay My Rachid Dakhla

Les concurrents installés au Maroc doivent fournir un dossier technique contenant une copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et classification définitif délivré par le Ministère de

l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts portant sur le domaine suivant :

- Branche: 2

- Qualification : 2.1

- Classe minimale : 1

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues à l'article 5 du règlement de la consultation.

N° 3324/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE

DE L'EQUIPEMENT, DU
TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU

Direction des Systèmes
d'Information
APPEL D'OFFRES

OUVERT SUR OFFRES
DE PRIX N° 04/2020-DSI

Le Mardi 02 Juin 2020 il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction des Systèmes d'Information du Ministère de l'Équipement du Transport et de l'Eau Avenue Maa Al Aynayne- Rabat- Agdal, à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offres sur offres de prix pour objet :

ACQUISITION ET INSTALLATION DE MATÉRIEL DE REFOUILLAGE ET DE MISE A NIVEAU DU RESEAU INFORMATIQUE LOCAL DU MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau de secrétariat de la Direction des Systèmes d'Information du Ministère de l'Équipement du Transport, de la Logistique et de l'Eau, Rabat - Agdal, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés public : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à : (Vingt mille Dirhams) 20 000,00 Dirhams

L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Deux million cinq cent onze mille six cent Dirhams Toutes Taxes Comprises (2 511 600,00 DH TTC);

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31 et 148 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les prospectus exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposés dans le bureau de secrétariat de la Direction des Systèmes

d'Information du Ministère de l'Équipement, du Transport de la Logistique et de l'Eau, Avenue Maa Al Aynayne Rabat - Agdal avant le Lundi 01 juin 2020 à 12h00 contre un accusé de réception.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau et secrétariat de la Direction des Systèmes d'Information du Ministère de l'Équipement du Transport, de la Logistique et de l'Eau sis à l'adresse suivant : Avenue Maa Al Aynayne- Rabat- Agdal;

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de secrétariat de la Direction des Systèmes d'Information du Ministère de l'Équipement du Transport, de la Logistique et de l'Eau, sis à l'adresse suivant : Avenue Maa Al Aynayne- Rabat- Agdal;

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

- Conformément à l'article 7 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 8 di-kaada 1435 (4 septembre 2014), Les concurrents peuvent, transmettre leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés public.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation.

N° 3325/PA

OFFICE NATIONAL DE
L'ELECTRICITE ET DE
L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION
REGIONALE DU NORD

AEP des douars relevant
de la Commune Territoriale de BRIKCHA.

Lot: Travaux d'achèvement et de mise en service
AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT N° 42

DR9/CE/D/2020
Séance publique

La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne le projet : " d'AEP des douars relevant des Communes Territoriales de BRIKCHA. Lot: Travaux d'achèvement et de mise en service. "

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 5.920.668,00 DH TTC. Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 59.300,00 DH TTC ou son équivalent en devise librement convertible.

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse suivante : Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.

- Téléphone : 05- 39 - 32 - 85 - 18/20/25 - Fax : 05 - 39 - 94-02-08/ 05-39-94-39-71

Le dossier de consultation (RCDP, RCDG, CCAFP, CCAFG, CCTP, Définition et Bordereau des Prix) est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>.

Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats.

En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE-Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 13/05/2020 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achat de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau

- Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger
Téléphone : 05- 39 - 32 - 85 - 18/20/25 - Fax : 05 - 39 - 94-02-08/05-39-94-39-71

N° 3326/PC

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE

DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'AZILAL
CONSEIL PROVINCIAL D'AZILAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT

N° : 11/2020/B.P/PAZ

Le 12 Mai 2020 à 10 heures il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le Président du Conseil Provincial d'Azilal à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres sur offres de prix pour: Objet : Travaux de construction d'un ouvrage hydraulique sur la piste reliant centre Foug Jemâa et douar Imzouane à la CT

Foug Jemâa, Province d'Azilal.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du Directeur Général des Services du Conseil Provincial d'Azilal, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : vingt-cinq Mille, Dirhams et 00 cts (25.000,00 Dhs).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : neuf cent soixante-quatre mille trois cent vingt dirhams et 00 cts (964320,00 dhs).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 8 Jourmada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- Soit les envoyer par voie électronique dans le portail du marché publics ;

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du Directeur Général des Services du Conseil Provincial d'Azilal ;

- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offre au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N° 3327/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE

DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'AZILAL
CONSEIL PROVINCIAL D'AZILAL

AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT

N° : 12/2020/B.P/PAZ

Le 13 Mai 2020 à 10 heures il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le Président du Conseil Provincial d'Azilal à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres sur offres de prix pour: Objet : Travaux de construction de la route reliant pont Ait Makhoul et douars Ait Hammou et Ait Ben Aâdi à la CT Foug Jemâa, Province d'Azilal.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du Directeur Général des Services du Conseil Provincial d'Azilal, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Trente-cinq Mille, Dirhams (35.000,00 dhs).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Un million, trois cent soixante-dix-huit mille et sept cent soixante-cinq dirhams et 20 cts (1378765,20 dhs).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux

dispositions des articles 27, 29, et 31 du décret n° 2-12-349 du 8 Jourmada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- Soit les envoyer par voie électronique dans le portail du marché publics ;

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du Directeur Général des Services du Conseil Provincial d'Azilal ;

- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offre au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N° 3328/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE

DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'AZILAL
CONSEIL PROVINCIAL D'AZILAL

DGS

AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT

N°13/2020/BP/PAZ

Le 14 Mai 2020 à 10 heures il sera procédé, dans les bureaux de Monsieur le Président du conseil Provincial d'Azilal à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres sur offres de prix pour : Achat de bulbes de safran au profit des organisations professionnelles agricoles de la Province Azilal

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du Directeur Général des services au conseil Provincial d'Azilal, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cent cinquante mille dirhams, 00 cts (150.000,00 DH).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : six millions-dirhams, 00 Cts (6 000 000,00DH).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, et 31 du décret n°2-12-349 du 8 Jourmada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- Soit les envoyer par voie électronique dans le portail des marchés publics ;

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du Directeur général des services au conseil Provincial d'Azilal ;

- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offre au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N° 3329/PA

Royaume du Maroc

Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
AREF DE LA REGION FES MEKNES
DIRECTION PROVINCIALE A FES

Avis de report d'appels d'offres ouvert

Le Directeur Provincial de la Direction Provinciale à Fès relevant de l'AREF Fès-Meknès, porte à la connaissance du public que la date d'ouverture des plis relative aux appels d'offres ouvert n° 19/2020, 20/2020, 21/2020, 22/2020, 23/2020, et 24/2020, publiés au journal Libération n° : 8979 du 03 avril 2020, prévue le Lundi 27 avril 2020, est reportée au Vendredi 08 mai 2020.

Le reste sans changement.

N° 3330/PA

Royaume du Maroc



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime,
du Développement Rural et des Eaux et Forêts
Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° : 02/2020

(RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES)

Le **Mardi 12 Mai 2020 à 10 heures**, il sera procédé dans la salle de réunions de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offre des prix pour : **construction de l'unité de valorisation des Caroubes au niveau de la commune territoriale Moulay Issa Ben Driss prévue dans le cadre du programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM)-province d'Azilal**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat à partir de l'adresse électronique suivante : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à : **Cent mille dirhams (100 000.00)**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **Trois millions neuf cent cinquante-huit mille sept cent vingt-deux Dirhams (3 958 722,00 dhs) TTC.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés Publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- Soit les envoyer par voie électronique au portail des marchés publics.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le dossier technique comprend :

Il est exigé aux concurrents la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification de la façon suivant (MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE)

	Secteur d'activité	qualification	Classe
Nouveau système	A : Construction	A2. : Travaux courants en béton armé-maçonnerie pour bâtiment	3
	L : Menuiserie - Charpente	L8.charpente métallique	3

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.

N° 3331/PA

Royaume du Maroc



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime,
du Développement Rural et des Eaux et Forêts
Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° : 03/2020

(RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES)

Le **Mardi 19 Mai 2020 à 10 heures**, il sera procédé dans la salle de réunions de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offre des prix pour : **Construction de l'unité de valorisation des Amandes au niveau de la commune territoriale Tilouguite prévue dans le cadre du programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM)-province d'Azilal.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat à partir de l'adresse électronique suivante : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à : **Quarante mille dirhams (40 000.00)**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **Un million neuf cent vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-quatorze Dirhams (1 922 394,00 dhs) TTC.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés Publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- Soit les envoyer par voie électronique au portail des marchés publics.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le dossier technique comprend :

Il est exigé aux concurrents la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification de la façon suivant (MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE)

	Secteur d'activité	qualification	Classe
Nouveau système	A : Construction	A2. : Travaux courants en béton armé-maçonnerie pour bâtiment	4
	L : Menuiserie - Charpente	L8.charpente métallique	4

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.

N° 3332/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE SETTAT
COMMUNE DE SETTAT

CS/DSC/SM

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Le **12/05/2020** sera procédé, dans les bureaux de Monsieur le Président de la Commune de Settat à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour :

N° D'AVIS	O B J E T	CAUTION PROVISoire	HEURE D'OUVERTURE DES PLIS
02/CS/2020	L'ENTRETIEN DE CIMETIERE ERRAHMA -COMMUNE DE SETTAT-	4.000,00 dhs quatre mille dhs	11h 30mn

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré auprès du Service des Marchés (Commune de Settat place Md V), il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés Publics www.marchespublics.gov.ma.

L'estimation des couts des prestations est fixé par le maître d'ouvrage

à la somme de : : **139 320,00 dhs (cent trente neuf mille trois cent vingt dirhams) (TTC)**

Le Contenu, la présentation et le dépôt des dossiers d'appel d'offres des concurrents doivent répondre aux conditions et formes prévues par les articles 27, 29 et 31 du décret N° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le Service des Marchés de la Commune de Settat.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- Soit les déposés par voie électronique au portail des marchés publics
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de la consultation

N.B : (cet appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise)

N° 3334/PA

ROYAUME DU MAROC

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE
ET DE L'EAU

DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

***/AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT*/**
N° 19/2020/DPETLE/EKS

Le **14 Mai 2020 à 10 h 00 (Dix Heures)**, Il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de l'Equipelement du Transport, de La logistique et de l'Eau d'El Kelâa des Sraghna à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offres sur offres de prix pour : **TRAVAUX DE REALISATION DE FORAGES DE RECONNAISSANCE ET LEUR TRANSFORMATION EN FORAGES D'EXPLOITATION POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DES ECOLES RURALES, DES ECOLES DE L'ENSEIGNEMENT TRADITIONNEL ET DES MOSQUEES DANS DES COMMUNES RURALES RELEVANT DE LA PROVINCE D'EL KELAA DES SRAGHNA.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Equipelement du Transport, de La Logistique et de l'Eau d'El Kelâa des Sraghna. Il peut être également téléchargé à partir du portail des **Marchés Publics** via l'adresse électronique suivante www.marchespublics.gov.ma.

↳ Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **32 400.00 Dhs (Trente Deux Mille Quatre Cent Dirhams)**

↳ L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **2 159 400.00 Dhs (Deux Millions Cent Cinquante Neuf Mille Quatre Cent Dirhams)**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer par voie électronique au maitre d'ouvrage sur le portail marocain des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du Règlement de consultation.

Pour les concurrents installés au Maroc

Une copie légalisée (certifiée conforme à l'original) du certificat de qualification et de classification. Il est exigé pour le présent appel d'offre les qualifications suivantes :

SECTEUR	QUALIFICATION	CLASSE MINIMALE
H	H.2	2

Pour les concurrents non installés au Maroc

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le Règlement de consultation.

N° 3333/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche Maritime, du
Développement Rural et
des Eaux et Forêts
Département des Eaux et
Forêts

La Direction Régionale des
Eaux et Forêts
et de la Lutte Contre la
Desertification du Sud-
ouest

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT

N°02/2020/DREFLCDSO
(Réservé aux petites et
moyennes entreprises, à la
coopérative

à l'union des coopératives
et à l'autoentrepreneur)

Le 12Mai2020 à 10h30.il
sera procédé dans la salle
de réunion de la Direction
Régionale des Eaux et For-
êts et de Lutte Contre la

Désertification du Sud-
Ouest à Agadir à l'ouver-
ture des plis relatif à

l'Appel d'Offres sur offres
de prix pour : Exécution des
travaux d'aménagement de
clôtures dans les réserves
animalières du Parc Nation-
al de Sous Massa, Communes

Rurales de Sidi Bibi
et Sidi Ouassay, Province de
Chtouka Ait Baha

Le dossier d'appel d'offres
peut être retiré au bureau
de la Comptabilité et des
marchés au siège de la Di-
rection Régionale des Eaux
et Forêts et de la Lutte

Contre la Désertification du
Sud-Ouest, sise à la Cité
Administratif à Agadir. Il
peut également être télé-

chargé à partir du portail
des marchés publics de
l'Etat.WWW.marchespu-
blics.gov.ma

Le cautionnement provi-
soire est fixé à la somme de
: Trente Mille Dirhams (30
000,00) DHS,

L'estimation des coûts des
prestations établie par le
Maître d'ouvrage est fixée à
la somme de : Sept Cent
Quatre Vingt Dix Sept
Mille QuatreCent dirhams
(797400.00 dh) TTC

-Le contenu ainsi que la
présentation des dossiers
des concurrents doivent
être conformes aux disposi-
tions des articles 27,29, 31 et
148 du décret n° 2.12.349 du
08 Joumada I 1434 (20 Mars
2013) relatif aux marchés
publics tel qu'il a été modi-
fié et complété par le décret
n° 2.19.69 du 24 Mai 2019

Les concurrents peuvent:
-Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis au bureau
d'ordre au siège de la Di-
rection Régionale des Eaux
et Forêts et de la Lutte
Contre la Désertification du
Sud-Ouest sise à la Cité Ad-
ministratif à Agadir

- Soit les envoyer, par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au bureau
précité.

-Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

-Soit déposer, leurs plis, par
voie électronique à partir
du portail des marchés pu-

blics de l'Etat. en applica-
tion des dispositions de l'ar-
rêté du ministre de
l'économie et des finances
n° 20-14 du 8 kaada1435 (4
Septembre 2014) relatif à la
dématisation des procé-
dures de passation des
marchés publics.

Les concurrents doivent dé-
poser un échantillon du
grillage (2Ml) mentionné
dans l'article 43 du CPS au
bureau de la comptabilité et
des marchés le 11Mai 2020
avant16h.30

Cet appel d'offres est des-
tiné aux Petites et
Moyennes Entreprises selon
l'article 6 de l'arrêté du mi-
nistre de l'économie et des
finances n° 3011-13 du 24
hija 1434 (30 octobre 2013)
portant application de l'ar-
ticle 156 du décret n° 2-12-
349 du 8 joumada I 1434 (20
mars 2013) relatif aux mar-
chés publics et à la coopéra-
tive; à l'union des coopéra-
tives et à l'autoen-
trepreneur selon le Décret
n°2-19-69 du 18 Ramadan
1440 (24 Mai 2019) complé-
tant et modifiant Décret n° :
2-12-349 du 8 Joumada I
1428 (20 Mars 2013) relatif
aux marchés publics.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 9 du Règlement
de Consultation.

N° 3338/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche Maritime, et
Développement Rural et
des Eaux et Forêts

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE SIDI KACEM
COMMUNE DE JORF EL MELHA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°03/S.M/2020
Séance publique

Le mercredi 13 Mai 2020 à 11 heures, Il sera procédé, au bureau du Président de la Commune de jorf el melha- Province de Sidi Kacem à l'ouverture des plis relatifs à l'appel ouvert d'offres sur offres de prix pour :

Travaux d'aménagement d'une place publique (PL8) à la ville de jorfEl Melha (lot unique)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service des marchés de la Commune de Jorf el melha, Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

-Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 250.000,00dhs
(Deux cent cinquante Mille Dirhams).

-L'estimation des couts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :
9.413 412,00dhs (Neuf millions quatre cent treize mille quatre cent douze dirhams, 00 centimes) Toute taxe comprise.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret N° 2-12-349 du 20/03/2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au service des marchés de la Commune sis au Siège de la Commune de jorf el melha.
- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- soit les déposer par voie électronique au portail des marchés publics ; www.marchespublics.gov.com

Les pièces justificatives à fournir sont celles arrêtées par l'article 6 du règlement de la consultation et sont celles prévues par l'article 25 du décret 2-12-349 précité.

-Les concurrents doivent fournir parmi les pièces du dossier technique, **une copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification délivrée par le Ministère de l'équipement, du transport et de la logistique.**

SECTEUR	QUALIFICATION DEMANDEE	CLASSE MINIMALE DEMANDEE
A	A5 et A8	3
C	C1 et C3	3
O	O1 et O2	1

N° 3337/PA

des Eaux et Forêts
Département des Eaux et Forêts
Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Desertification du Sud-ouest
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N°03/2020/DREFLCDSO
Le 13 Mai 2020 à 10h 30 mn, il sera procédé dans la salle de réunion du siège de la Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la désertification du Sud-Ouest à Agadir à l'ouverture des plis relatifs à l'Appel d'Offres sur offres de prix pour : l'Achat de matériel technique pour le fonctionnement du Centre Technique de Suivi pour la Désertification relevant de la DREFLCDSO, préfecture d'Inez.gane Ait Melloul.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de la Comptabilité et des marchés au siège de la Direction Régionale des Eaux et Forêts et de Lutte Contre la Désertification du Sud-Ouest, sise à la Cité Administratif à Agadir. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat.WWW.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de Vingt Mille Dirhams (20 000,00) DH,

L'estimation des coûts des prestations est fixée à la somme de CentCinquante MilleDirhams (150.000,00 DhsTTC) toutes taxes comprises

-Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 , 31,148 du décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 24 Mai 2019

Les concurrents peuvent:
- soit les envoyer par cour-

rier recommandé, avec accusé de réception, au bureau d'ordre précité -- soit déposer, contre récépissé, leurs plis au bureau d'ordre au siège de la Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la lutte contre la Désertification du Sud-Ouest - soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis -Soit déposer, leurs plis, par voie électronique à partir du portail des marchés publics de l'Etat. en application des dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada1435 (4 Septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 7 du Règlement de Consultation

N° 3339/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE D'EL KELAA DES SRAGHNA

/*AVIS RECTIFICATIF DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT*/
N° 11/2020/DPETLE/EKS

Il est porté à la connaissance du public que l'avis d'appel d'offre ouvert n° 11/2020 prévu le 28 Avril 2020 est rectifié comme suit :

Le certificat de qualification et de classification des laboratoires contenu dans le Dossier technique doit contenir :

SECTEUR	QUALIFICATION	CATEGORIE
EG	EG.3	2

Au lieu de :

ACTIVITE	QUALIFICATION	CATEGORIE
EG	EG.3	3

Le CPS connaît aussi des modifications.

N° 3335/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Wilaya de la Région de Béni Mellal-Khénifra
Province de Béni- Mellal
Secrétariat Général

AVIS MODIFICATIF

Concernant l'A.O.O n° 05/PRDTS-INDH/2020, publié aux journaux :

☞ **Libération N° 8982 du 07/04/2020**
☞ **Rissalat Al Oumma N° 11496 du 07/04/2020**

Il est porté à la connaissance du public que l'appel d'offres n° 05/PRDTS-INDH/2020, concernant :
A-TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PISTE ASSEBTI SUR UNE LONGUEUR 2110 ML CT TANOUGHGA.
B-TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PISTE RELIANT RP3208- TAGHRBINT SUR UNE LONGUEUR DE 840ML CT TANOUGHGA PROVINCE BENI MELLAL, est modifié comme suit :

- ☛ Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: **75.000,00 dhs (Soixante Quinze Mille Dirhams)**
- ☛ L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **3.501.600,00 Dhs « Trois Millions Cinq Cent Un Mille Six Cent Dirhams».**
- ☛ Copie légalisée du certificat de qualification et de classification des entreprises BTP/

Secteur	Qualification	Classe Minimale
B	B1-B3-B5	Classe 3

Le reste sans changement.

N° 3336/PA

Royaume du Maroc
Ministère
de l'Agriculture,
de la Pêche Maritime, du
Développement Rural et
des Eaux et Forêts
Département des Eaux
et Forêts

Direction Régionale
des Eaux et Forêts
et de la Lutte Contre
la Désertification
du Sud-ouest
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
N°04/2020/DREFLCDSO
Le 13 du mois de Mai 2020 à
12 h30 mn, il sera procédé
en séance publique dans
la salle de réunion du siège
de la Direction Régionale
des Eaux et Forêts et de la
lutte contre la désertifica-
tion du Sud-Ouest à Aga-
dir à l'ouverture des plis
relatifs à l'Appel d'Offres
sur offres de prix pour

Achat et Installation de
matériel de Radiocommu-
nication pour les besoins
de la Direction Régionale
des Eaux et Forêts et de la
Lutte Contre la Désertifica-
tion du Sud-Ouest-Agadir,
préfecture d'Agadir Idaou-
tanane.

Le dossier d'appel d'offres
peut être retiré au bureau
de la Comptabilité et des
marchés au siège de la Di-
rection Régionale des Eaux
et Forêts et de Lutte Contre
la Désertification du Sud-
Ouest, sise à la Cité Admi-
nistratif à Agadir. Il peut
également être téléchargé à
partir du portail des mar-
chés publics de
l'Etat. WWW.marchespu-
blics.gov.ma

Le cautionnement provi-
soire est fixé à la somme de
Dix Mille Dirhams (10 000,
00) DH,
L'estimation des coûts des
prestations est fixée à la
somme de CentQuatre
Vingt Dix Huit Milledir-
hams (198.000,00DhsTTC)
toutes taxes comprises

-Le contenu ainsi que la
présentation des dossiers
des concurrents doivent
être conformes aux dispo-
sitions des articles 27,29,
31 et 148 du décret n°
2.12.349 du 08 Joumada I
1434 (20 Mars 2013) relatif
aux marchés publics tel
qu'il a été modifié et com-
plété par le décret n°
2.19.69 du 24 Mai 2019

Les concurrents peuvent::
- soit les envoyer par cour-
rier recommandé, avec ac-
cusé de réception, au
bureau d'ordre précité
-- soit déposer, contre récé-
pissé, leurs plis au bureau
d'ordre au siège de la Di-
rection Régionale des Eaux
et Forêts et de la lutte
contre la Désertification
du Sud-Ouest

- soit les remettre au Prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis
-soit déposer, leurs plis,
par voie électronique à
partir du portail des mar-
chés publics de l'Etat en
application des disposi-
tions de l'arrêté du minis-
tre de l'économie et des
finances n° 20-14 du 8

kaada1435 (4 Septembre
2014) relatif à la dématéria-
lisation des procédures de
passation des marchés pu-
blics.
- Les concurrents doivent
déposer les prospectus des
prix n°1 et 2 de l'article 28
du CPSau bureau d'ordre
de la Direction Régionale
des Eaux et Forêts et de la
Lutte Contre la Désertifica-
tion du Sud-Ouest-Agadir
Le 12/05/2020 avant 16
H30, qui seront examinés
conformément aux dispo-
sitions de l'article 37 du
décret n°2-12-349 .
Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 7 du Règlement
de Consultation

N° 3340/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'EDUCATION
NATIONALE,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE,
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR &
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
ACADEMIE
REGIONALE
D'EDUCATION
& DE FORMATION
MARRAKECH SAFI
DIRECTION
PROVINCIALE
AL HAOUZ
AVIS DES
CONSULTATIONS
ARCHITECTURALES
N° 02/CA/2020 et N°
03/CA/2020

Le 13/05/2020, Il sera pro-
cédé, au siège de la Direc-
tion Provinciale Al
Haouz-TAHANAOUT, à
l'ouverture des plis des ar-
chitectes relatifs aux
consultations architectu-
rales suivantes :

• La consultation architec-
turale N°02/CA/2020 à
pour objet l'exécution des
Prestations architecturales
relatives au projet de
construction d'un internat
au lycée qualifiant TAMA-
ZOUZT, à la C.T. TAMA-
ZOUZT, programmé à
10h00 ;

• La consultation architec-
turale N°03/CA/2020 à
pour objet l'exécution des
Prestations architecturales
relatives au projet de
Construction de 6 salles au
lycée TALAT NYAAQOB
et 2 salles au lycée TOUB-
QAL, programmé à 12h00.
Le dossier de la consulta-
tion architecturale peut
être retiré au bureau des
marchés au sein de la Di-
rection Provinciale AL
HAOUZ - TAHANAOUT,
il peut également être télé-
chargé à partir du portail
des marchés publics :
www.marchespublics.gov.
ma

Le budget prévisionnel
maximum, hors taxes,
pour l'exécution des tra-
vaux à réaliser est de :
- 5 700 000,00 Dhs (Cinq
millions sept cent mille Di-
rhams) pour La consulta-
tion architecturale
N°02/CA/2020 ;
- 1 530 000.00 Dhs (Un mil-
lion cinq cent trente mille
Dirhams) pour La consul-

tation architecturale
N°03/CA/2020.

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doi-
vent être conformes aux
dispositions des articles
100, 101 et 102 du décret n°
2-12-349 du 8 jourmada I
1434 (20 mars 2013) relatif
aux marchés publics.

Les architectes peuvent :

- soit les déposer contre
récépissé leurs plis dans le
bureau précité ;

- soit les envoyer, par
courrier recommandé avec
accusé de réception, au bu-
reau précité ;

- soit les remettre au pré-
sident du jury de la consul-
tation architecturale au
début de la séance et avant
l'ouverture des plis.

-Soit déposé électroniqu-
ement via le portail de
marchés publics :
www.marchespublics.gov.
ma, conformément à l'ar-
rêté du ministre de l'éco-
nomie et des finances n°
20-14 du 8 Kaada 1435 (4
septembre 2014) relatif à la
dématérialisation des pro-
cédures de passation des
marchés publics.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par les articles 7 et 8 du rè-
glement de la consultation
architecturale.

N° 3341/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'EDUCATION
NATIONALE,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE,
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR & DE LA
RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
ACADEMIE
REGIONALE
D'EDUCATION
& DE FORMATION
MARRAKECH SAFI
DIRECTION
PROVINCIALE
AL HAOUZ
AVIS D'APPELS
D'OFFRES OUVERTS
N° 07/INV/2020,
08/INV/2020 et
09/INV/2020

Il sera procédé, au siège de
la Direction Provinciale Al
Haouz-TAHANAOUT à
l'ouverture des plis relatifs
aux appels d'offres sur of-
fres de prix suivants:

• L'AOO N°07/INV/2020
à pour objet L'étude tech-
nique et suivi de construc-
tion d'un internat au lycée
qualifiant TAMAZOUZT,
à la C.T. Tamazouzt, pro-
grammé Le 11/05/2020 à
10h00 ;

• L'AOO N°08/INV/2020
à pour objet Le contrôle
des études et des travaux
de construction d'un inter-
nat au lycée qualifiant TA-
MAZOUZT, à la C.T.
Tamazouzt, programmé Le
11/05/2020 à 10h30 ;

• L'AOO N°09/INV/2020
à pour objet Essais de labo-
ratoire pour construction
d'un internat au lycée qua-
lifiant TAMAZOUZT, à la
C.T. Tamazouzt, pro-
grammé Le 11/05/2020 à
11h00.

Le dossier d'appel d'offres

peut être retiré au bureau
des marchés au sein de la
Direction provinciale AL
HAOUZ- TAHANAOUT.
Il peut également être télé-
chargé à partir du portail
des marchés de l'Etat :
www.marchespublics.gov.
ma.

Le cautionnement provi-
soire est fixé à : Néant.

L'estimation des coûts des
prestations établit par le
maitre d'ouvrage est fixée
à la somme de :

• 78 000,00 DHS TTC
(Soixante-dix-huit mille
Dirhams TTC) pour
L'AOO N°07/INV/2020 ;

• 66 000,00 DHS TTC
(Soixante-six mille Di-
rhams TTC) pour L'AOO
N°08/INV/2020 ;

• 55 920,00 DHS TTC (Cin-
quante-cinq mille neuf
cent vingt Dirhams TTC)
pour L'AOO
N°09/INV/2020.

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doi-
vent être conformes aux
dispositions des articles 27
et 29 et 31 du décret n° 2-
12-349 du 8 Joumada I
1434 (20 Mars 2013) relatif
aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis dans le bu-
reau des marchés de la
Direction provinciale AL
HAOUZ.

- Soit les envoyer par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au
bureau précité.

- Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

- Soit déposé électroniqu-
ement via le portail de
marchés publics :
www.marchespublics.gov.
ma, conformément à l'ar-
rêté du ministre de l'éco-
nomie et des finances n°
20-14 du 8 Kaada 1435 (4
septembre 2014) relatif à la
dématérialisation des pro-
cédures de passation des
marchés publics.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 6 du règlement
de la consultation de
chaque appel d'offres ou-
vert.

N° 3342/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'EDUCATION
NATIONALE,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE,
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR &
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
ACADEMIE
REGIONALE
D'EDUCATION
& DE FORMATION
MARRAKECH SAFI
DIRECTION
PROVINCIALE
AL HAOUZ
AVIS D'APPELS
D'OFFRES OUVERTS
N° 10/INV/2020,
11/INV/2020 et
12/INV/2020

Le 11/05/2020, Il sera pro-
cédé, au siège de la Direc-

tion Provinciale AL Haouz-
TAHANAOUT à l'ouver-
ture des plis relatifs aux
appels d'offres sur offres
de prix suivants:

• L'AOO N°10/INV/2020
à pour objet L'étude tech-
nique et suivi de Construc-
tion de 6 salles au lycée
Talat Nyaaqob et 2 salles
au lycée Toubqal, pro-
grammé à 11h30 ;

• L'AOO N°11/INV/2020
à pour objet Le contrôle
des études et des travaux
de Construction de 6 salles
au lycée Talat Nyaaqob et
2 salles au lycée Toubqal,
programmé à 12h00 ;

• L'AOO N°12/INV/2020
à pour objet Essais de labo-
ratoire pour Construction
de 6 salles au lycée Talat
Nyaaqob et 2 salles au
lycée Toubqal, à la C.T. Ta-
mazouzt, programmé à
12h30.

Le dossier d'appel d'offres
peut être retiré au bureau
des marchés au sein de la
Direction provinciale AL
HAOUZ- TAHANAOUT.

Il peut également être télé-
chargé à partir du portail
des marchés de l'Etat :
www.marchespublics.gov.
ma.

Le cautionnement provi-
soire est fixé à : Néant.

L'estimation des coûts des
prestations établit par le
maitre d'ouvrage est fixée
à la somme de :

• 40 800,00 DHS TTC
(Quarante mille huit cents
Dirhams TTC) pour
L'AOO N°10/INV/2020 ;

• 33 600,00 DHS TTC
(Trente-trois mille six cents
Dirhams TTC) pour
L'AOO N°11/INV/2020 ;

• 45 600,00 DHS TTC
(Quarante-cinq mille six
cents Dirhams TTC) pour
L'AOO N°12/INV/2020.

Le contenu, la présenta-
tion ainsi que le dépôt
des dossiers des concu-
rents doivent être
conformes aux disposi-
tions des articles 27 et 29
et 31 du décret n° 2-12-
349 du 8 Joumada I 1434
(20 Mars 2013) relatif aux
marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis dans le bu-
reau des marchés de la
Direction provinciale AL
HAOUZ.

- Soit les envoyer par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au
bureau précité.

- Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

- Soit déposé électroniqu-
ement via le portail de
marchés publics :
www.marchespublics.gov.
ma, conformément à l'ar-
rêté du ministre de l'éco-
nomie et des finances n°
20-14 du 8 Kaada 1435 (4
septembre 2014) relatif à la
dématérialisation des pro-
cédures de passation des
marchés publics.

Les pièces justificatives à
fournir sont celles pré-
vues par l'article 6 du rè-
glement de la
consultation de chaque

appel d'offres ouvert.

N° 3343/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'intérieur
Région Casablanca –
Settat

Province de Settat
Cercle de Ben Ahmed
chamalia

Caïdat des Maarif
et OD M'hamed

Commune M'garto
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
N° 02/2020

Le 12/05/2020 à 11
heures, il sera procédé, au
bureaux du président à
l'ouverture des plis relatif
à l'appel d'offres ouvert
sur offres de prix pour Tra-
vaux de réalisation des fo-
rages d'exploitation à la
commune MGARTO – aux
Douaes suivants

1. DOUAR OULED
TALEB LISOUF

2. DOUAR OULED
KASEM LISOUF

3. DOUAR BENI IMAN
LAMAARIF

4. DOUAR OULED BEN
AARIF LAMAARIF

5. DOUAR LAQWADER
EL KHLLOT

6. DOUAR EL KHLET
OULED HMAMA

7 DOUAR OULED FREJ
LAMAARIF

8 DOUAR OULED MOU-
MEN OULED HMAMA

9 DOUAR EL KHLET
OULED MOHAMED

10 DOUAR OULAD LA-
KRAFI OULED ABDEL-
LAH

11 DOUAR OULED
TALEB OULED ABDEL-
LAH

12 DOUAR OULED LAK-
BIR OULED ABDELLAH

Le dossier d'appel d'offres
peut être retiré gratuite-
ment au bureau technique
de la commune, il peut
également être téléchargé à
partir du portail des mar-
chés de publics : www.
marchespublics.gov.ma .

Le cautionnement provi-
soire est fixé à la somme de
10.000,00 dh(Dix Mille
Dirhams)

L'estimation des coûts des
prestations établie par Bu-
reau d'Etude est fixé à la
somme de 594.000.00 DH
(Cinq Cent Quatre Vingt
Quatorze Mille Dirhams
.00CTS) .

Le contenu, la présentation
ainsi que le dépôt des dos-
siers des concurrents doi-
vent être conformes aux
dispositions des articles
27,29 et 31 du Décret n°2-
12-349 relatif aux marchés
publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit les envoyer par cour-
rier recommandé avec ac-
cusé de réception au
bureau précité ;

- Soit déposer contre récé-
pissé leurs plis au service
technique communal .

- Soit les remettre au prési-
dent de la commission
d'appel d'offres au début
de la séance et avant l'ou-
verture des plis ;

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 3 du règlement
de consultation

N° 3344/PA